



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 13 JUILLET 1901.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2333

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 29 juin 1901, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Trois-Rivières, Henri Desureau, cultivateur, de Saint-Adelphe, comté de Champlain.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 2 juillet 1901, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Montréal, Eric Mann, architecte, rue Saint-Jacques, Montréal.

2869

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 2 juillet 1901, de nommer M. Sergius Dufault, de la cité de Québec, avocat, sous-ministre du Département de la Colonisation, M. Siméon LeSage, de la cité de Québec, avocat, sous-ministre des Travaux Publics, et M. Eugène Etienne Taché, arpenteur géomètre et ingénieur civil, de la cité de Québec, sous-ministre des Terres, Mines et Pêcheries.

2871.

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13th JULY, 1901.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2334

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of June, 1901, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers, Henry Desureau, farmer, of Saint Adelphe, county of Champlain.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 2nd of July, 1901, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Eric Mann, architect, Saint James street, Montreal.

2870

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 2nd July, 1901, to appoint Mr. Sergius Dufault, of the city of Quebec, advocate, deputy minister of the Department of Colonization, Mr. Siméon LeSage, of the city of Quebec, advocate, deputy minister of Public Works, and Mr. Eugène Etienne Taché, geometrical surveyor and civil engineer, of the city of Quebec, deputy minister of Lands, Mines and Fisheries.

2872

## Proclamations

Canada, }  
Province de } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.  
A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourraient concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en  
Proc.-Général. } vertu des dispositions des articles 2342 et 2343, des Statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété, que sur proclamation du lieutenant-gouverneur, toute cour de circuit établie en vertu du susdit article 2342 des dits statuts, peut être abolie, et qu'en conséquence de cette suppression, les registres, archives et dossiers de la cour supprimée, sont transmis à telle autre cour de circuit désignée dans la proclamation.

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'abolir la cour de circuit dans et pour le comté de Pontiac, siégeant à Portage du Fort, et d'ordonner qu'en conséquence de la suppression de la dite cour, les registres, archives et dossiers de celle-ci soient transférés à la cour de circuit dans et pour le district de Pontiac, à Bryson.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons que la cour de circuit dans et pour le comté de Pontiac, siégeant à Portage du Fort, soit abolie, et que les dossiers, registres, documents et archives de la dite cour ainsi abolie, soient transmis sans délai au greffe de la cour de circuit dans et pour le district de Pontiac, à Bryson, pour faire partie des archives de ce dernier tribunal.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourraient concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,  
ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.

2873

Canada }  
Province de } L. A. JETTÉ.  
Québec }  
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIEME jour de JUILLET, dans

## Proclamations

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Quebec. }  
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c.  
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

## PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS by the  
Atty.-General. } provisions of articles 2342 and 2343, of the Revised Statutes of the province of Quebec, it is, amongst other things, enacted that on proclamation of the Lieutenant Governor any circuit court established in virtue of 2342 of the said statutes, may be abolished, and that the books, papers and records of the said court shall, in consequence thereof, be transmitted to the other circuit court which is named in the said proclamation.

AND WHEREAS We deemed it advisable to abolish the circuit court in and for the county of Pontiac, sitting at Portage du Fort, and to order that, by reason of the suppression of the said court, the books, papers and records thereof shall be transmitted to the circuit court in and for the district of Pontiac, at Bryson.

WHEREFORE, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order, under the authority of the provisions of the above cited acts, that the circuit court, in and for the county of Pontiac, sitting at Portage du Fort, is and shall be abolished hereby; and We do hereby order that the books, papers and records of the said circuit court shall be transmitted to the office of the circuit court, in and for the district of Pontiac, sitting at Bryson, to form part of the records of this latter court.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Loved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,  
ADELARD TURGEON,  
Provincial secretary.

2874

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Quebec. }  
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c.  
To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of the month of JULY, in the year

l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

**A**TENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et l vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce HUITIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1853

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 4 juillet 1901, incorporant Pierre Auguste Delvecchio, cultivateur, de la paroisse de Longueuil ; Jean-Baptiste Vinette, marchand de tabac ; Léon Derome, bourgeois ; Joseph William Crevier, sculpteur, et Joseph Albert Karch, architecte, ces quatre derniers de la cité de Montréal, pour les fins suivantes : louer ou acquérir par achat, échange ou autrement, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption ou tout intérêt en iceux, et avoir et exercer tous les pouvoirs, droits et privilèges énumérés et conférés dans et par la loi des compagnies minières de Québec, sous le nom de "La Compagnie Minière de mica de Calumet et Rivière Rouge," avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent mille (100,000) actions d'une piastre chacune, lesquelles seront émises à 90 pour cent d'escompte non sujettes à des appels de versements au-delà de 10 par cent sur chaque action ; les actionnaires, ne devant encourir aucune responsabilité au-delà de 10 par cent du montant nominal de chacune des dites actions.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce 5e jour de juillet 1901.

JOS BOIVIN,  
2863 Sous-Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises

of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed :  
WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this EIGHTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

1854

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 4th of July, 1901, incorporating Pierre Auguste Delvecchio, farmer, of the parish of Longueuil ; Jean-Baptiste Vinette, tobacconist ; Léon Derome, gentleman ; Joseph William Crevier, sculptor, and Joseph Albert Karch, architect, the last four of the city of Montreal, for the following purposes : to lease or acquire by purchase, exchange or otherwise, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, and have and exercise all the powers, rights and privileges enumerated and conferred in and by the Quebec Mining Companies Act, under the name of the "Calumet and Red River Mica Mining Company," with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred thousand (100,000) shares of one dollar each, which will be issued at 90 per cent discount not liable to calls on shares beyond 10 per cent on each share ; the shareholders not being liable to any responsibility beyond 10 per cent of the nominal amount of each of the said shares.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this 5th day of July, 1901.

JOS. BOIVIN,  
2864 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal.

sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 4ème jour de juillet 1901, incorporant : Henri Bernard, commis ; Dame Virginie St-Denis, veuve de Honoré Mercier, en son vivant avocat, de Montréal ; Joseph Aimé Dion, serrurier ; Louis Dion, préposé au bagage G. T. R. ; Amédée Tétrault, inventeur-mécanicien ; Joseph Philibert Marin, médecin ; Léonidas Deschamps, cordonnier ; Georges Tétrault, entrepreneur ; François Tétrault, bourgeois ; Mlle Maria Gray ; Madame Vve J. C. McNeil ; Cléophas Dignard, manufacturier ; G. Napoléon Monty, teneur de livres ; Eustache Monty, employé au bureau de santé de Montréal, tous de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et Alexandre Poulain, conducteur G. T. R., de la ville de Richmond, district de Saint-François ; Pierre Tétrault, de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le district de Montréal ; Joseph Martin, boulanger, de la ville de Saint-Henri, dans le district de Montréal ; Alexandre Quintin Dubois, maître de poste, et N. Horace Dubois, marchand, de la ville d'Acton Vale, dans le district de Saint-Hyacinthe, tous résidant en la province de Québec, et A. Elie, M. D., de Island Pond, dans l'Etat du Vermont, dans les Etats-Unis d'Amérique, pour les fins suivantes, savoir :

(a) D'acquiescer des machines et appareils nécessaires pour construire, outiller et mettre en opération une ou des manufactures pour la fabrication de machines à coudre et les convertir en produits de commerce, employant pour cette fin la vapeur, pouvoir d'eau ou tout autre agent de force motrice, et vendre les produits des dites manufactures dans la Puissance du Canada ou ailleurs

(b) Faire toutes transactions nécessaires pour les dites affaires, et en général de faire toutes choses requises pour conduire la dite entreprise et s'y rapportant ;

(c) Prendre, acheter, acquiescer, tenir, transporter, vendre ou céder aucun stock ou action dans aucune compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à la dite compagnie ou en disposer ;

(d) Acheter et louer tout immeuble, y ériger toutes bâtisses, pour usines, fonderies et pouvoirs moteurs, magasins ou entrepôts, les aléner et hypothéquer ;

(e) D'emprunter sur bons ou autrement, d'hypothéquer, aliéner ou autrement disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquiescer d'autres en remplacement, sous le nom de "La Compagnie de machines à coudre Tétrault", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000), divisé en mille actions (1000), de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de juillet 1901.

2861

JOS. BOIVIN,  
Sous-Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises, ce jour, sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 3 juillet 1901, incorporant Stuart Auchincloss Coats, directeur, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, un des Etats Unis d'Amérique ; William Wilson, secrétaire, de la cité de Brooklyn, dans l'Etat de New-York ; John Beattie, agent, de la dite cité de Montréal ; Walter Wilson, agent, de la dite cité de Montréal, et William Carson McLeish, gérant, de la dite cité de Montréal, dans les buts suivants : de manufacturer des fils, toiles, tissus en coton, soie, laines et toile et tous autres objets et effets manufacturés, composés en tout ou en partie de coton, lin, chanvre, soie, laine et autres matériaux ; acheter, cultiver, préparer et vendre la matière première et la matière brute nécessaires pour telles manufactures ; acheter et manufacturer des blocs pour bobines, bobines, boîtes, marques, étiquettes, enveloppes, cartes d'annonce, machines, outils et autres appareils et articles requis pour les dites affaires, ou y ayant rapport ; de vendre, disposer

of the province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1901, incorporating Henri Bernard, clerk ; Dame Virginie St. Denis, widow of Honoré Mercier, in his lifetime advocate, of Montreal ; Joseph Aimé Dion, breakman ; Louis Dion, baggageman G. T. R. ; Amédée Tétrault, machinist ; Joseph Philibert Marin, physician ; Léonidas Deschamps, shoemaker ; Georges Tétrault, contractor ; François Tétrault, gentleman ; Miss Maria Gray ; Mrs. J. C. McNeil ; Cléophas Dignard, manufacturer ; G. Napoléon Monty, book-keeper ; Eustache Monty, clerk health department, Montreal, all of the city of Montreal, in the district of Montreal, and Alexandre Poulain, conductor G. T. R., of the town of Richmond, district of Saint Francis ; Pierre Tétrault, of the parish of Longue-Pointe, in the district of Montreal ; Joseph Martin, baker, of the town of Saint Henri, in the district of Montreal ; Alexandre Quintin Dubois, postmaster, and N. Horace Dubois, merchant, of the town of Acton Vale, in the district of Saint Hyacinth, all of the province of Quebec, and A. Elie, M. D., of Island Pond, in the State of Vermont, in the United States of America, for the following purposes :

(a) Acquire any machinery or apparatus necessary to the erection, equipment and operation of factories for construction of sewing machines and converting them into commercial products, using therefor steam, water power, or any other motive power, and to sell the products of the said manufacture in the Dominion of Canada or elsewhere ;

(b) To make all transactions necessitated for the said business, and generally to do all other things that are requisite and incidental to the carrying on of the said undertaking ;

(c) To take, buy, acquire, hold, transfer, sell, dispose of, or assign any stock or shares in any company having in whole or in part objects similar to said company ;

(d) To buy and lease all immovables property, to erect all buildings for factories, founderies and motive power, stores, warehouses thereon, to dispose of and hypothecate the same ;

(e) To borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them, by the name of "The Tétrault Sewing Machine Company", with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into one thousand shares (1000), of twenty-five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixth day of July, 1901.

2862

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been, this day, issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 3rd July, 1901, incorporating Stuart Auchincloss Coats, director, of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America ; William Wilson, actuary, of the city of Brooklyn, in the said State of New York ; John Beattie, agent, of the said city of Montreal ; Walter Wilson, agent, of the said city of Montreal, and William Carson McLeish, manager, of the said city of Montreal, for the following purposes : to manufacture cotton, silk, wool, linen and other threads, cloths, fabrics and other manufactures, articles and goods composed in the whole or in part of cotton, flax, hemp, silk, wool or other materials ; to buy, grow, prepare and sell the stock and raw material for such manufactures ; and to purchase and manufacture blocks spools, bobbins, boxes, tickets, labels, wrappers, show cards, machines, tools and other appliances, articles or products whatsoever, required in and

des articles achetés ou manufacturés par la compagnie, et d'en faire le commerce; d'acheter et vendre des fils, des toiles, des tissus et autres articles manufacturés, en disposer et en faire le commerce; aussi agir comme agent pour la vente de fil en fuseau et autres fils et articles manufacturés; aussi acheter, louer ou autrement, ou acquérir et entreprendre toute affaire ou tout commerce en tout ou en partie semblable à toutes affaires autorisées à être transigées par la compagnie et qui lui seront profitables, tant en ce qui regarde la clientèle et l'actif de telle affaire ou affaires; de les vendre, garantir ou louer; aussi s'amalgamer avec toute corporation ou corporations faisant telles affaires ou tel commerce; acheter, acquérir, posséder, vendre, céder, transporter, hypothéquer, garantir toutes et chacune des actions du fonds social, ou bonds, garanties, dettes ou la preuve des dettes de toute telle corporation ou corporations ou autrement en disposer; acheter ou autrement, acquérir, faire valoir, employer toute patente ou patentes, marques de commerce, noms de commerce, devises, droits de propriété en rapport aux affaires que la compagnie sera autorisée à faire, ou en disposer; avoir, posséder et exercer tous pouvoirs, droits et privilèges; de faire tous actes ou choses nécessaires, propres ou avantageux à l'exécution pleine et entière des objets ci-dessus mentionnés pour lesquels la dite incorporation est demandée; et dans ce but de faire ses dites affaires dans toutes les autres provinces de la Puissance du Canada, dans Terre-Neuve et dans tous les pays étrangers, conformément aux termes et conditions imposés par les lois des dites autres provinces, Terre-Neuve et les pays étrangers, sous le nom de "The Canadian Spool Cotton Company," avec un fonds social de deux cent mille piastres, divisé en deux mille actions de cent piastres chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatrième jour de juillet 1901.

JOS. BOIVIN,  
2859 Sous Secrétaire Provincial.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand sceau de la province, en date du huitième jour de juillet 1901, augmentant le fond social de "The Northrop Iron Works" à la somme de deux cent mille piastres (\$200,000.00).

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce neuvième jour de juillet 1901.

JOS. BOIVIN,  
2875 Sous-secrétaire

No 1644.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-huitième jour d'août prochain 1901, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,  
Secrétaire.  
2867

Québec, 13 juillet 1901.

connected with the said business; and the trading in, dealing and selling and disposing of the articles purchased or manufactured by the company; to purchase, sell and dispose of and otherwise trade and deal in threads, cloths, fabrics and other manufactured articles; also to act as agents for the sale of spool cotton and other threads, and other manufactured articles; also to purchase, lease, or otherwise acquire and undertake all or any part of any business or businesses or trades of a nature or character similar to any of the businesses authorized to be carried on by the company, or profitable to be transacted in connection therewith, as well as the good will or other assets of any such business or businesses, and the same to sell pledge or lease; also to amalgamate with any corporation or corporations carrying on such business or trade, and to purchase, acquire, hold, sell, assign, transfer, mortgage, pledge or otherwise dispose of all or any of the shares of capital stock, or bonds, securities, debts or evidence of indebtedness of any such corporation or corporations; to purchase or otherwise acquire, develop, use, or dispose of any patent or patents, trademarks, trade-names, devises and copyrights relating to the businesses which the company shall be authorized to carry on, and to have, possess and exercise any and all powers, rights and privileges, and to do any and every act or thing necessary, convenient or profitable, to the full and perfect performance of the hereinbefore enumerated objects for which said incorporation is sought; and to that end to carry on its said business in any of the other provinces of the Dominion of Canada, and in Newfoundland, and in any foreign country, on such terms and conditions as the laws of said other provinces, and Newfoundland and foreign country may prescribe by the name of "The Canadian Spool Cotton Company", with a total capital stock of two hundred thousand dollars, divided into two thousand shares of one hundred dollars each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this fourth day of July, 1901.

JOS. BOIVIN,  
2860 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been, this day, issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the eighth day of July, 1901, whereby the total capital stock of "The Northrop Iron Works" is increased to the sum of two hundred thousand dollars (\$200,000.00).

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this ninth day of July, 1901.

JOS. BOIVIN,  
2876 Deputy provincial secretary.

No. 1644.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public instruction, to examine candidates for the office of schools inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty-eighth day of August next, 1901, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the council of public instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public instruction.

PAUL DE CAZES,  
Secretary.  
2868

Québec, 13th July, 1901.

No 1031.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Saint-François d'Assise de Frelighsburg," comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre de la seigneurie de Saint-Armand Est, savoir : Nos 447, 451, 452, 453, 454, 455 et 456, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Armand Ouest, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1902. 2763-2

## AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 23 septembre 1901, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,  
Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.

4 juillet 1901.

2827.2

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 18 juin 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Onézime Paré, écuyer, notaire public, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, district du Saguenay, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Téléphore Fortin, en son vivant notaire public, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, en vertu des dispositions du code du notariat (article 3685 des S. R. P. Q.).

2609-3 ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province par intérim.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités; l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

No. 1031-01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE

*Boundaries of school municipalities.*

Application is made to detach from the school municipality of "Saint-François d'Assise de Frelighsburg," county of Missisquoi, the following cadastral lots of the seigniory Saint Armand East, namely : Nos. 447, 451, 452, 453, 454, 455 and 456, and to annex them to the school municipality of "Saint Armand West," in the same county.

This annexation, if it is authorized, shall take effect only on the 1st of July, 1902. 2764

## NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 23rd September, 1901, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,  
Deputy Minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.

4th July, 1901.

2828

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 18th June, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Joseph Onézime Paré, esquire, notary public, of the parish of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, district of Saguenay, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary Téléphore Fortin, in his lifetime notary public, of the parish of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

2610 ADELARD TURGEON,  
Interim provincial secretary

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53. -All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de sont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE.

2329

G. C. L.

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE.

2330

C. L. O.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

## Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rattachement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cin-

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

## Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing.

quante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogeant à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront renvoyés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS  
Greffier de l'Assemblée Législative.

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clause.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS.  
Clerk of the Legislative Assembly

## Avis Divers

Province de Québec,  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No 58.

Malvina Poudrette, de la cité de Saint-Hyacinthe,  
district de Saint-Hyacinthe, épouse d'André  
Bourgeois, journalier, du même lieu, et dûment  
autorisée à ester en justice aux fins des présentes,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit André Bourgeois, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée,  
ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

V. ERNEST FONTAINE,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 2 juillet 1901. 2907

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1289.

Dame Elizabeth Nicholson, de la cité et du district  
de Montréal, épouse de John Deegan, du même  
endroit, charretier, Demanderesse ;

vs.

Le dit John Deegan, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette affaire.

STEPHENS & HUTCHINS,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 15 mai 1901. 2599-4

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*  
No 177.

Cyrille Roy, commis marchand, village de Mé-  
gantic, dit district, a institué, ce jour, une action en  
séparation de corps et de biens contre son épouse,  
Elizabeth Mercier, du même lieu.

J. A. GAUDET,  
Procureur du demandeur.  
4 juin 1901. 2659-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1559.

Dame Caroline (alias Carrie), Wheatly Shearer  
Nicholson, de la cité et du district de Montréal,  
épouse de William Whitehead, ci-devant du  
même lieu, pharmacien, maintenant résidant à  
Winnipeg, dans la province de Manitoba,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit William Whitehead, Défendeur.  
Une action et demande en séparation des biens  
en cette cause a été instituée par la demanderesse.

McGOUN & ENGLAND,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 2 juillet 1901. 2841-2

Province de Québec,  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 393

Dame Marie Louise Eugénie Côté, de la cité et du  
district de Montréal, épouse commune en biens de  
Joseph Wilbrod Baril, manufacturier, du même  
lieu, Demanderesse ;

et

Le dit Joseph Wilbrod Baril, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 5 juin 1901. 2487.4

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No 6808.

Dame Hattie M. Chamberlain, a institué ce jour,  
une action en séparation de biens contre son mari,  
Mark Stanbridge, du canton de Brome district de  
Bedford, cultivateur.

C. A. NUTTING,  
Procureur de la demanderesse.  
Sweetsburg, 29 mai 1901. 2429.4

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec,  
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*  
No. 58.

Malvina Poudrette, of the city of Saint Hyacinth,  
district of Saint Hyacinth, wife of André Bour-  
geois, laborer, of said city, and duly authorized  
to ester en justice hereto,

Plaintiff ;

vs.

The said André Bourgeois, Défendeur.  
An action in separation as to property has been  
instituted, this day, by the plaintiff against the  
defendant.

V. ERNEST FONTAINE,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Hyacinth, 2nd July, 1901. 2908

Province of Quebec. }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1289.

Dame Elizabeth Nicholson, of the city and district  
of Montreal, wife of John Deegan, of the same  
place, carter, Plaintiff ;

vs.

The said John Deegan, Défendeur.  
An action for separation as to property has been  
instituted herein.

STEPHENS & HUTCHINS,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 15th May, 1901. 2600

*Superior Court—District of Saint Francis.*  
No. 177.

Cyrille Roy, merchant's clerk, village of Megan-  
tic, said district, has, this day, instituted an action  
for separation from bed and board against his wife,  
Elizabeth Mercier, of the same place.

J. A. GAUDET,  
Attorney for plaintiff.  
4th June, 1901. 2660

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 1559.

Dame Caroline (or Carrie) Wheatly Shearer Nichol-  
son, of the city and district of Montreal, wife of  
William Whitehead, heretofore of the same place,  
druggist, now residing in Winnipeg, in the pro-  
vince of Manitoba,

Plaintiff ;

vs.

The said William Whitehead, Défendeur.  
An action in separation of property herein has  
been instituted by plaintiff.

McGOUN & ENGLAND,  
Attorneys for plaintiff  
Montreal, 2nd July, 1901. 2842

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 393.

Dame Marie Louise Eugénie Côté, of the city and  
district of Montreal, wife common as to property  
of Joseph Wilbrod Baril, manufacturer, of the  
same place, Plaintiff ;

and

The said Joseph Wilbrod Baril, Défendeur.  
An action for separation of property has been  
instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 5th June, 1901. 2488

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 6808.

Dame Hattie M. Chamberlain, has, this day,  
taken out an action for separation as to property,  
against her husband, Mark Stanbridge, of the town-  
ship of Brome, district of Bedford, farmer.

C. A. NUTTING,  
Attorney for plaintiff  
Sweetsburg, 29th May, 1901. 2430

## PROVINCE DE QUÉBEC.

## MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARTHABASKA.

Aux habitants des municipalités locales du village de Warwick et du township de Warwick et à tous intéressés.

## AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné, par le soussigné, Louis Lavergne, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté d'Arthabaska, que le conseil du comté d'Arthabaska, à sa séance générale et trimestrielle du douze juin dernier, a passé la résolution suivante, savoir : que le numéro quatorze, du premier rang du township de Warwick, connu et désigné au cadastre officiel du township de Warwick, sous les numéros deux cent quatre (204), deux cent cinq (205), deux cent six (206), deux cent sept (207), deux cent huit (208), deux cent neuf, (209), deux cent dix (210), deux cent onze (211) et deux cent douze (212), soit détaché de la municipalité du township de Warwick et annexé à la municipalité du village de Warwick, pour faire partie de la dite municipalité locale du village de Warwick ; et que, par un arrêté en conseil, en date du deux juillet courant, il a plu à Monsieur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, d'approuver la dite résolution du conseil du comté d'Arthabaska, adoptée le douze juin dernier, annexant au village de Warwick, comté d'Arthabaska, le lot numéro quatorze, du premier rang du canton de Warwick, même comté. Le tout conformément aux articles 41 et 72 du code municipal.

Donné à Arthabaskaville, ce six juillet mil neuf cent un.

L. LAVERGNE,  
2901 Secrétaire-trésorier C. C. A.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

## MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARTHABASKA.

Aux habitants des municipalités locales du township de Stanford et de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, et à tous intéressés.

## AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné, par le soussigné, Louis Lavergne, secrétaire-trésorier, du conseil du comté d'Arthabaska, que le dit conseil du comté d'Arthabaska, à sa séance générale et trimestrielle du douze juin dernier, a passé la résolution suivante, savoir : que vu que la requête de L. N. Boisclair et autres, du township de Stanford, doit être prise en considération, ce jour, que les avis ont été publiés suivant la loi dans les municipalités intéressées, et qu'il reste dans la municipalité du township de Stanford, dont ce territoire est détaché, une population de plus de trois cents âmes, qu'il soit résolu que les lots numéros vingt-six, vingt-cinq et le quart du numéro vingt-quatre, dans le dixième rang, et les lots numéros vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-six, dans le onzième rang, les dits lots connus et désignés au cadastre officiel du township de Stanford, dans le comté d'Arthabaska, sous les numéros vingt-six A (26a), vingt-six B (26b), vingt-six C (26c), vingt-six D (26d) et vingt-six E (26e), et vingt-cinq A (25a), vingt-cinq B (25b), vingt-cinq C (25c) et vingt-cinq D (25d), et vingt-quatre D (24d), du dixième rang du township de Stanford, et les numéros vingt-quatre A (24a), vingt-quatre B (24b), vingt-quatre C (24c), vingt-quatre D (24d), vingt-quatre E (24e), vingt-quatre F (24f) et vingt-cinq A (25a), vingt-cinq B (25b), vingt-cinq C (25c), vingt-cinq D (25d) et vingt-cinq E (25e), vingt-cinq F (25f) et vingt-six (26a), vingt six B (26b),

## PROVINCE OF QUEBEC

## MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARTHABASKA.

To the inhabitants of the local municipalities of the village of Warwick and of the township of Warwick and to all parties interested.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, by the undersigned, Louis Lavergne, secretary treasurer of the municipality of the county of Arthabaska, that the council of the county of Arthabaska, has, at its general and quarterly meeting of the twelfth of June last, passed the following resolution namely : that number fourteen, of the first range of the township of Warwick, known and described on the official cadastre of the township of Warwick, as numbers two hundred and four (204), two hundred and five (205), two hundred and six (206), two hundred and seven (207), two hundred and eight (208), two hundred and nine (209), two hundred and ten (210), two hundred and eleven (211) and two hundred and twelve (212), be detached from the municipality of the township of Warwick, and annexed to the municipality of the village of Warwick, to form part of the said municipality of the village of Warwick, and that, by an order in council, dated the second of July instant, His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec has been pleased to approve the said resolution of the county of Arthabaska, passed on the twelfth day of June last, annexing to the village of Warwick, county of Arthabaska, lot number fourteen, of the first range of the township of Warwick, same county. The whole pursuant to articles 41 and 72 of the municipal code.

Given at Arthabaskaville, this sixth day of July, one thousand nine hundred and one.

L. LAVERGNE,  
2902 Secretary Treasurer C. C. A.

## PROVINCE OF QUEBEC.

## MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARTHABASKA.

To the inhabitants of the local municipalities of the township of Stanford, and of the parish of Sainte-Victoire d'Arthabaska, and to all parties interested

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, by the undersigned, Louis Lavergne, secretary treasurer of the council of the county of Arthabaska, that the said council of the county of Arthabaska, at its general and quarterly meeting of the twelfth day of June last, passed the following resolution, to wit : that, seeing that the petition of L. N. Boisclair and others, of the township of Stanford, should be taken into consideration, this day, that the notices have been published according to law, in the municipalities interested, and that there remains in the municipality of the township of Stanford, from which this territory is detached, a population of upwards of three hundred souls, that it be resolved that the lots numbers twenty-six, twenty-five and the one fourth of number twenty-four, in the tenth range, and lots numbers twenty-four, twenty-five and twenty-six, in the eleventh range, said lots known and described on the official cadastre of the township of Stanford, in the county of Arthabaska, as numbers twenty-six A (26a), twenty-six B (26b), twenty-six C (26c), twenty-six D (26d), twenty-six E (26e) and twenty-five A (25a), twenty-five B (25 b), twenty-five C (25c) and twenty-five D (25d), and twenty-four D (24d), of the tenth range of the township of Stanford, and numbers twenty-four A (24a), twenty-four B (24b), twenty-four C (24c) and twenty-five A (25a), twenty-five B (25b), twenty-five C (25c), and twenty-five D (25d) and twenty-

vingt-six C (26c), vingt-six D (26d), vingt-six E (26e), vingt-six F (26f), vingt-six G (26g) et vingt-six H (26h), du onzième rang du township de Stanfold, soient détachés de la municipalité du township de Stanfold et annexés à la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, pour faire partie de la dite municipalité locale de Sainte-Victoire d'Arthabaska. Que par un arrêté en conseil, en date du 2 juillet courant, il a plu à Monsieur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec d'approuver la dite résolution du conseil du comté d'Arthabaska, adoptée le douze juin dernier, détachant certains lots du township de Stanfold, comté d'Arthabaska, qui sont ci-dessus mentionnés et les annexant à la municipalité locale de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, même comté. Le tout conformément aux articles 33 et 41 du code municipal.

Donné à Arthabaskaville, ce six juillet mil neuf cent un.

2925

L. LAVERGNE,  
Sec.-Trés. C. C. A.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1. Le nom de la Compagnie sera "The Three Rivers Gas, heating and power Company."

2. Les fins pour lesquelles une charte est demandée, sont :

(a) Manufacturer, fournir, vendre et disposer de gaz, gasoline et acétylène pour les fins de l'éclairage ou du chauffage, et autres fins auxquelles ils peuvent être appliquées ;

(b) Faire le commerce, manufacturer et rendre vendables, et vendre ou autrement disposer du charbon de bois, goudron de houille, bitume, asphalte, liqueur ammoniacale, et autres résidus provenant ou tirés des matériaux employés dans la manufacture du gaz ;

(c) Acquérir, manufacturer, construire, disposer, ériger, maintenir et exploiter toutes usines pour contenir, recevoir et purifier le gaz, la gasoline et l'acétylène, et tous autres bâtiments et usines, constructions, appareils, compteurs, tuyaux, accessoires, fournitures et machines nécessaires ou opportuns en rapport avec le dit commerce ;

(d) Acquérir par achat, permis ou autrement, et employer, louer, vendre, permettre ou autrement disposer de toute invention ou lettres patentes, ou de tout droit d'utiliser ou employer toutes inventions se rapportant à la production, manufacture ou fourniture du gaz pour l'éclairage ou le chauffage, ou tout résidu provenant de ces derniers ;

(e) Acquérir et exploiter les usines, fonds, propriétés, franchises, biens et affaires de toute personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, incorporés ou non, autorisés à exploiter toute industrie comprise dans les dispositions de cet acte, ou conclure un arrangement pour telles fins ou s'y rattachant, et se charger des dettes de telle personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village à cette fin, et acquérir, garder ou disposer du tout ou d'une partie des actions, débentures, et valeurs de telle personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, avec lesquels la compagnie a conclu un arrangement ou passé un contrat ;

(f) Construire des fourneaux, four à charbon de bois, tramways, quais, jetées, bureaux et tous bâtiments nécessaires, et acheter, louer, construire et réparer des vaisseaux à vapeur et autres pour les fins de la compagnie ;

(g) Accorder des permis à toute personne, compa-

five E (25e), twenty-five F (25f) and twenty six A (26a), twenty-six B (26b), twenty-six C (26c), twenty-six D (26d), twenty-six E (26e), twenty-six F (26f), twenty-six G (26g) and twenty-six H (26h), of the eleven range of the township of Stanfold, be detached from the municipality of the township of Stanfold, and annexed to the municipality of the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska, to form part of the said local municipality of Sainte Victoire d'Arthabaska. That by order in council dated the 2nd of July instant, His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased to approve the said resolution of the council of the county of Arthabaska, passed on the twelfth day of June last, detaching certain lots from the township of Stanfold, county of Arthabaska, which are mentioned hereinabove, and annexing them to the local municipality of the parish of Sainte-Victoire d'Arthabaska, same county. The whole pursuant to articles 33 and 41 of the municipal code.

Given at Arthabaska, this six July, one thousand nine hundred and one.

2926

L. LAVERGNE,  
Sec.-Treas. C. C. A.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "The Three Rivers Gas, heating and power Company."

2. The purposes for which incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, supply, sell and dispose of gas, gasoline and acetylene for the purposes of light or heat, and for any other purpose for which the same may be used ;

(b) To deal with, manufacture and render saleable, and sell or otherwise dispose of coke, coal-tar, pitch, asphaltum, ammoniacal liquor, and other residual products arising or to be obtained from the materials used in the manufacture of gas ;

(c) To acquire, manufacture, construct, lay, erect, maintain and operate all works for holding, receiving and purifying gas, gasoline and acetylene, and all other buildings and works, structures, apparatus, meters, pipes, appliances, fittings supplies and machinery necessary or advisable in connection with the said business ;

(d) To acquire by purchase, license or otherwise, and use, lease, sell, license or otherwise dispose of any invention or letters patent, or any right to use, or employ any inventions in connection with the production, manufacture or supply of heating and illuminating gas or any of the residual products thereof ;

(e) To acquire and operate the works, stock, property, franchises, assets and business of any person, company, city, town, municipality or village, and whether incorporated or not, authorized to carry on any business comprised in the objects of this Act, or enter into any arrangement for such purpose or in connection therewith, and for assuming the liabilities of such person, company, city, town, municipality or village in respect thereof, and acquire, hold or dispose of the whole or any part of the shares, debentures, and securities of such person, company, city, town, municipality or village, with which the company has entered into an arrangement or contract ;

(f) To construct furnaces, coke ovens, tramways, wharfs, docks, offices and all necessary buildings, and purchase, hire, build and repair steam and other vessels for the purpose of the company ;

(g) To grant licenses to any person, company or

gnie ou corporation municipale, les autorisant à se servir de tout brevet, permis ou droit en possession de ou appartenant à la compagnie, et d'en recevoir le paiement soit en espèces ou en obligations ou débiteures ou en actions pleinement acquittées du capital-actions de toute telle autre compagnie ou corporation, et devenir pour autant un actionnaire dans toute telle compagnie ;

(h) Exercer l'industrie de manufacturiers, négociants et entrepreneurs pour la vente l'achat et l'échange de becs de lampes à gaz, à l'huile ou de lampes électriques, et de lampes en général de toutes sortes et descriptions, ainsi que tous articles s'y rattachant, soit seuls ou en rapport avec d'autres articles et produits, ou de quelque manière que ce soit, et de toutes matières qui sont ou peuvent être employées dans la manufacture d'aucun des articles ou produits ci-haut mentionnés, et en général manufacturer, acheter, vendre, échanger et faire le commerce des dits articles, ou de chacun ou d'aucun d'eux, et de toutes matières ou substances employées ou qui peuvent être employées dans la manufacture et la production de chacun ou d'aucun des dits articles ;

(i) Emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, et afin de garantir cet argent ainsi que l'intérêt, hypothéquer ou grever l'entreprise ou tout ou partie de la propriété que possède la compagnie, ou qu'elle acquerra, et créer, émettre, faire, tirer, accepter et négocier des obligations, lettres de charge, billets à ordre ou effets négociables ;

(j) Exercer toutes ou partie des industries ci-dessus comme parties principales ou comme agents pour toute autre personne, maison de commerce, association ou compagnie, et s'occuper de toutes affaires se rattachant aux objets susdits, ou propres à les atteindre.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$250,000.00, divisé en 2,500 parts de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Joseph Poupore, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; David Russell, marchand, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau-Brunswick ; Michael Patrick Davis, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; James Charles Malone, marchand, de la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec, et James H. Doody, commerçant, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick.

William Joseph Poupore, David Russell et Michael Patrick Davis seront les premiers directeurs de la dite compagnie, et sont tous trois sujets britanniques.

TOURIGNY & BUREAU,

Procureurs des requérants,

Trois-Rivières, 8 juillet 1901.

2893

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom de la compagnie sera "The Richelieu Cordage Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est :

(a) De manufacturer et vendre de la corde et de la ficelle pour relieur ; d'acheter et vendre de la manille et de la fibre de chanvre et autres matériaux employés dans ce genre d'affaires de la dite compagnie ;

(b) D'acquérir la propriété et la manufacture

municipal corporation to use any patent, license or right held and owned by the company, and to receive payment therefor, either in cash or in bonds or debentures or in fully paid-up shares of the capital stock of any other such company or corporation, and to become to such extent a shareholder in any such company ;

(h) To carry on the business of manufacturers of dealers in, and contractors for the sale, purchase and exchange of gas, oil and electric light burners, and burners generally of all kinds and descriptions, as well as all related articles, either alone or in connection with other articles and products, or in any way whatever, and of all materials which are or may be used in the manufacture of any of the above mentioned articles or products, and generally to manufacture, buy, sell, exchange and deal in the said articles, or any or either of them, and all materials or substances used or which may be used in the manufacture and production of each or any of said articles ;

(i) To borrow or raise money for any of the purposes of the company, and to secure the same and interest, to mortgage or charge the undertaking or all or any part of the property present or to be acquired of the company, and to create, issue, make, draw, accept and negotiate bonds, bills of exchange, promissory notes or negotiable instruments ;

(j) To carry out all or any part of the foregoing objects as principals or agents or in conjunction with any other person, firm, association or company, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Three Rivers, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock is to be \$250,000.00, divided into 2,500 shares of \$100.00 each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Joseph Poupore, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; David Russell, merchant, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick ; Michael Patrick Davis, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; James Charles Malone, merchant, of the city of Three Rivers, in the province of Québec, and James H. Doody, trader, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick.

William Joseph Poupore, David Russell and Michael Patrick Davis who are all British subjects, are to be the first directors of the said company.

TOURIGNY & BUREAU,

Attorneys for applicants,

Three Rivers, 8th July, 1901.

2894

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, viz :

1. The name of the company will be "The Richelieu Cordage Company."

2. The object for which incorporation is sought is :

(a) The manufacture and sale of cordage and binder twine and the purchase and sale of manila and sisal fibre and other material used in the business of the said company ;

(b) The acquisition of the property and factory

appartenant à Henderson Black, situées dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, province de Québec, aussi matériel, engin et machines à être placés par lui, et nécessaires pour les fins de la compagnie et ses affaires ;

(c) D'acquérir tous tels autres biens immeubles, matériel et machines qui sont ou pourront devenir nécessaires pour l'exploitation des affaires de la dite compagnie.

3° Le bureau principal d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$75,000, divisé en 750 parts de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, adresse et résidence de chacun des requérants sont comme suit : Miles Edgar Agar, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick, marchand et manufacturier ; Henderson Black, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, gentilhomme ; William Anderson Campbell, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, marchand et manufacturier ; Frederick Lincoln Hall, de Saint-Jean, dans la province de Québec, gentilhomme, et Francis Charles Chubb, de la ville de Saint-Jean, dans la province de Québec, comptable.

6° Toutes les personnes ci-haut nommées seront les premiers directeurs de la dite compagnie et sont tous sujets de Sa Majesté.

GEO. R. W. KITTSOON,

Avocat des requérants.

Montréal, 20 juin 1901.

2703-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie est "The C. P. Company, limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : de manufacturer et vendre des fournitures et des appareils électriques.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, adresse et résidence de chacun des requérants sont comme suit : Thomas Pringle, ingénieur hydraulique ; Annie Martha Knox, épouse séparée de biens d'Edward Egbert Cary, manufacturier, dûment autorisée par son dit mari ; Cecelia Marie Brennan, épouse séparée de biens de Robert Edmund Thomas Pringle, marchand, dûment autorisée par son dit mari ; Robert Edmund Thomas Pringle, marchand, et Edward Egbert Cary, manufacturier, tous de la dite cité de Montréal.

7° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous résident en Canada et sont sujets de Sa Majesté.

DUNCAN McCORMICK,

Avocat des requérants.

Montréal, 24 juin 1901.

2705-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu

belonging to Henderson Black, situate in the town of Saint John, in the district of Iberville and province of Quebec, and of the plant, engine and machinery to be placed therein by him, necessary for the purposes of said company and its business ;

(c) The acquisition of such other real estate, plant and machinery as may be or become necessary for the carrying on of the undertaking and business of said company.

3. The chief place of business and the head office of said company will be at the said town of Saint Johns, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said company will be \$75,000, divided into 750 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Miles Edgar Agar, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick, merchant and manufacturer ; Henderson Black, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, gentleman ; William Anderson Campbell, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, merchant and manufacturer ; Frederick Lincoln Hall, of Saint Johns, in the province of Quebec, gentleman, and Francis Charles Chubb, of the town of Saint Johns, in the province of Quebec, accountant.

6. All of the above named are to be the first directors of the said company and all being subjects of His Majesty.

GEO. R. W. KITTSOON,

Attorney for applicants.

Montreal, 20th June, 1901.

2704

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The C. P. Company, limited."

2. The object for which such incorporation is sought is : the manufacture and sale of electrical supplies and apparatus.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars.

5. The number of shares will be five hundred, and the amount of each share will be one hundred dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Thomas Pringle, hydraulic engineer ; Annie Martha Knox, wife separated as to property of Edward Egbert Cary, manufacturer, hereto duly authorized by her said husband ; Cecelia Marie Brennan, wife separated as to property of Robert Edmund Thomas Pringle, merchant, hereto duly authorized by her said husband ; Robert Edmund Thomas Pringle, merchant, and Edward Egbert Cary, manufacturer, all of the said city of Montreal.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, and all reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DUNCAN McCORMICK,

Attorney for applicants.

Montreal, 24th June, 1901.

2706

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the

des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Natashquan Iron Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir, exploiter et explorer certains terrains ferrugineux ou miniers dans les environs de la rivière Natashquan, dans la province de Québec, d'acquérir des patentes pour des séparateurs de minerais de fer magnétique à être utilisés en rapport avec icelles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec. Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres.

4° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Robert T. Hopper, marchand ; Robert C. Smith, C. R., avocat ; Jeffrey H. Burland, gentilhomme ; W. McLea Walbank, gérant ; Frederick H. Markey, avocat ; James C. McArthur, marchand ; Charles A. Barnard, avocat, tous de la dite cité de Montréal ; John G. Turriff, commissaire des Terres de la Puissance, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; Robert Stephen Cleese, avocat, de Shrewsbury, dans le comté de Shropshire, Angleterre, et Walter H. E. Jackson, courtier, de la cité de Londres, Angleterre.

Les dits Robert T. Hopper, Robert C. Smith et Charles A. Barnard, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 26 juin 1901.

2725-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront par requête, au lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après, savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie est "La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal".

2° Son but est de donner des représentations théâtrales et d'acheter, louer ou autrement acquérir des biens meubles et immeubles pour l'exercice du but qu'elle se propose.

3° Son siège principal : la cité de Montréal.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de trente mille dollars, divisé en trois cents actions de cent dollars chacune.

5° Les noms des requérants : François-Xavier Bilodeau, comptable ; Alexandre Boiron, gérant de théâtre ; L. Alexandre Caron, comptable ; Paul Rose, hôtelier ; Théodore Daoust, architecte.

6° Les requérants qui résident tous en Canada, et qui sont, excepté un, sujets britanniques, seront les premiers directeurs.

GONZALVE DESAULNIERS,  
Procureur des requérants.

Montréal, 4 juillet 1901.

2847-2

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 98.

In re Aldéric Lacombe, marchand épicier, de Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que le cinquième jour de juillet 1901, par un ordre de la cour, nous avons été

Joint Stock Companies' Act, constituting the applicants hereinafter described, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Natashquan Iron Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : for the purpose of acquiring, developing and exploring certain iron or mining properties in the vicinity of the River Natashquan, in the province of Quebec, and the acquisition of patents for magnetic iron ore separators to be used in connection therewith.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec. The proposed capital stock of the said company is \$100,000.00.

4. The names in full and address of the applicants are : Robert T. Hopper, merchant ; Robert C. Smith, K. C., advocate ; Jeffrey H. Burland, gentleman ; W. McLea Walbank, manager ; Frederick H. Markey, advocate ; James C. McArthur, merchant ; Charles A. Barnard, advocate, all of the said city of Montreal ; John G. Turriff, Dominion Lands Commissioner, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; Robert Stephen Cleese, barrister, of Shrewsbury, in the county of Shropshire, England, and Walter H. E. Jackson, broker, of the city of London, England.

The said Robert T. Hopper, Robert C. Smith and Charles A. Barnard will be the first or provisional directors of the said company.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 26th June, 1901.

2726

Notice is hereby given that, one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named shall apply by request to the Lieutenant Governor, for patent letters constituting the applicants and all other persons who may become shareholders of the proposed company, in a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company is "La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal".

2. Its object is to give theatrical representations, and to purchase, lease or acquire otherwise the moveable property or real estate for the exercise of its industry.

3. Chief place of business : the city of Montreal.

4. The proposed capital stock is thirty thousand dollars, divided into three hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names of the applicants : François Xavier Bilodeau, accountant ; Alexandre Boiron, manager of theatre ; L. Alexandre Caron, accountant ; Paul Rose, hotel keeper ; Théodore Daoust, architect.

6. The applicants who reside in Canada, and who are, except one, british subjects, will be the first directors.

GONZALVE DESAULNIERS,  
Attorney for applicants.

Montreal, 4th July, 1901.

2848

### Bankrupt Notices

Province of Québec, }  
District of Montreal, } *Superior Court*  
No. 98.

In re Aldéric Lacombe, grocer, of the city of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the fifth day of July, 1901, by order of the court, we were appointed

nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

P. J. CHARTRAND,  
P. L. TURGEON,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
180, rue Saint-Jacques,  
Montréal, juillet 1901. 2855

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Mary A. Lee, épouse séparée de biens de  
F. X. Faucher, marchand publique, de Grand'-  
Mère, district de Trois-Rivières, Faillie.

Avis est donné que le 6e jour de juillet 1901, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens de la dite Mary A. Lee, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

ARTHUR LACOSTE,  
Curateur.

No 1620, rue Notre-Dame, Montréal.  
Montréal, 8 juillet 1901. 2865

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Charles Marin, Sainte-Cunégonde,  
Insolvent.

Avis est donné que le 6ième jour de juillet 1901, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Charles Marin, insolvent, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

H. LAMARRE,  
Curateur.

20, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 9 juillet 1901. 2891

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Albina Désautels, modiste, de Montréal, a fait, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le troisième jour de juillet 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, conformément à la loi.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON.

41, Bâtisse des Tramways, Montréal.  
Montréal, 13 juillet 1901. 2883

Province de Québec, }  
District de St-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. A. Plamondon, Wotton,  
Failli.

Un dernier bordereau de dividende sur le produit des biens meubles, a été préparé et sera sujet à objection, au bureau des soussignés, jusqu'à mardi, le trentième jour de juillet 1901, après laquelle date les dividendes seront payés.

LAMARCHE & BENOIT,  
Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.  
Montréal, 13 juillet 1901. 2903

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de The Attleboro Export Coy.,  
Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi,

joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

P. J. CHARTRAND,  
P. L. TURGEON,  
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
180, Saint James street,  
Montreal, July, 1901. 2856

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

*In re* Mary A. Lee, wife separated as to property of F. X. Faucher, public trader, of Grand'Mère, district of Three Rivers, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the court, dated the 6th day of July, 1901, the undersigned has been appointed curator to the above estate of the said Mary A. Lee, who has made an assignment for the benefit of her creditors.

Claims attested on oath must be filed with us, within thirty days from this notice.

ARTHUR LACOSTE,  
Curator.

No. 1620, Notre Dame street.  
Montreal, 8th July, 1901. 2866

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Charles Marin, Sainte Cunégonde,  
Insolvent.

Notice is given that on the sixth day of July, 1901, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Charles Marin, insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

H. LAMARRE,  
Curator.

20, Saint James street,  
Montreal, 9th July, 1901. 2892

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Albina Désautels, milliner, of Montreal, has made an abandonment of her property for the benefit of her creditors, the third day of July, 1901, at the office of the prothonotary for the superior court for said district, according to law.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON.

41, Street Railway Building.  
Montreal, 13th July, 1901. 2884

Province of Quebec, }  
District of St Francis. } *Superior Court*

In the matter of J. A. Plamondon, Wotton,  
Insolvent.

A final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels, and will be open to objection until Tuesday, the thirtieth day of July, 1901, after which date the dividends will be paid.

LAMARCHE & BENOIT,  
Joint curators.

1709, Notre-Dame street, Montreal.  
Montreal, 13th July, 1901. 2904

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of The Attleboro Export Coy.,  
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the twenty-ninth

le vingt-neuvième jour de juillet 1901, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRED MICHAUD,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,  
205, rue Saint-Jacques, Montréal. 2885

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Dans l'affaire de Oxol Fluid Beef Co.,  
En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection dans mon bureau, Sun Life Building, 1766, rue Notre-Dame, Montréal, jusqu'au 30e jour de juillet courant, le et après laquelle date les dividendes seront payés.

JOHN W. ROSS,  
Liquidateur,  
Oxol Fluid Beef Co.

Bureau de P. S. Ross & Sons,  
Comptables licenciés.  
Montréal, 12 juillet 1901. 2919

Licitation

LICITATION.

Province de Québec,  
District of Beauharnois. } Cour Supérieure.  
No. 736.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Beauharnois, dit district, le 28ième jour de juin 1901, dans une cause où Joseph Dagenais, journalier, de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, est demandeur, et Dame Sophie Guérin, épouse de Pierre Petelle, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice conjointement avec le dit Pierre Petelle, aux enfants mineurs issus de son mariage avec feu Paul Dagenais, en son vivant cultivateur, du même lieu, et le dit Pierre Petelle, autorisant sa dite épouse à l'effet des présentes en autant qu'elle est personnellement en cause, et Alfred Dagenais, aussi du même lieu, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble décrit comme suit : Un lot de terre connu et désigné sous le No 979, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, contenant cent arpens en superficie—avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice, en la ville et le district de Beauharnois ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

BROSSOIT & BROSSOIT,  
Procureurs du demandeur.  
Beauharnois, 9 juillet 1901. 2857  
[Première publication, 13 juillet 1901.]

day of July, 1901, after which date dividends will be payable at our office.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRED MICHAUD,  
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,  
205, Saint James street, Montreal. 2886

UNDER THE WINDING-UP ACT.

In the matter of Oxol Fluid Beef Co.,  
In liquidation.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and is open to objection at my office, Sun Life Building, 1766, Notre Dame street, Montreal, until the 30th day of July instant, on and after which date dividends will be paid.

JOHN W. ROSS,  
Liquidator,  
Oxol Fluid Beef Co.

Office of P. S. Ross & Sons,  
Chartered accountants.  
Montreal, 12th July, 1901. 2920

Licitation

LICITATION.

Province of Quebec. }  
District of Beauharnois } Superior Court.  
No. 736.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Beauharnois, said district, on the 28th of June 1901, in a cause in which Joseph Dagenais, laborer, of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, is plaintiff, and Dame Sophie Guérin, wife of Pierre Petelle, of the same place, as well personally as in her quality of tutrix jointly with the said Pierre Petelle, to the minor children issue of her marriage with the late Paul Dagenais, in his lifetime farmer, of the same place, and the said Pierre Petelle, authorizing his said wife for the purposes hereof in so far as she is personally in the suit, and Alfred Dagenais, also of the same place, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows : A lot of land known and described as No. 979, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, containing one hundred arpents in area—with the buildings thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, sitting the court, in the court room of the court house in the town of Beauharnois, district of Beauharnois ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the sale, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BROSSOIT & BROSSOIT,  
Attorneys for plaintiff.  
Beauharnois, 9th July, 1901. 2858  
[First published, 13th July, 1901].

## Ventes par le Shérif—Beauce

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux tenus et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : **ANTONIO TANGUAY**, De-  
No. 3214. **A** mandeur ; contre **NAPOLEON PIERRE TANGUAY**, Défendeur, savoir :

Un terrain situé en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, à l'extrémité sud des numéros 13 E et 13 F, du cadastre officiel du septième rang du canton de Broughton, de la contenance de cinq arpents de terre en superficie ; borné au nord-est à Louis Beaudoin, et au sud-ouest à Alphonse Roy ou représentants, au sud à la Compagnie Pennhale, au nord au dit Alphonse Roy ou représentants—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le **QUINZIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**JOS. POIRIER,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph Beauce, 9 juillet 1901.  
2915

[Première publication, 13 juillet 1901.]

## Sheriff's Sales—Beauce

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : **ANTONIO TANGUAY**, Plain-  
No. 3214. **A** tiff ; against **NAPOLEON PIERRE TANGUAY**, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Le Sacré Cœur de Jésus, at the southern extremity of numbers 13 E and 13 F, of the official cadastre of the seventh range of the township of Broughton, containing five acres of land in area ; bounded on the north east by Louis Beaudoin, and on the south west by Alphonse Roy or representatives, on the south by the Pennhale Company, on the north by the said Alphonse Roy or representatives — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Le Sacré Cœur de Jésus, on the **FIFTEENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**JOS. POIRIER,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 9th July, 1901.  
2916

[First published, 13th July, 1901.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Province de Québec, } **SAMUEL CRAIG** ET  
District de Bedford, } **SIDNEY CROYS DILL**,  
No. 2296. } tous deux des cité et district

de Montréal, faisant affaires ensemble en société sous les nom et raison de S. Craig et Compagnie, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **GEORGE M. ASHTON**, des cité et district de Montréal, **J. C. TAYLOR**, de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, Défendeurs.

Partie du lot 14, dans le 5e rang du canton de Granby, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby, sous le numéro quatre cent quarante-six (446), et contenant 30 acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendue, comme appartenant à George M. Ashton, un des dits défendeurs, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le **TRENTE-UNIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**CHAS. S. COTTON,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 5 juillet 1901.  
2853

[Première publication, 13 juillet 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*

Province of Québec, } **SAMUEL CRAIG** AND  
District of Bedford, } **SIDNEY CROYS DILL**,  
No. 2296. } both of the city and district

of Montreal, doing business together in partnership under the firm name of S. Craig and Company, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **GEORGE M. ASHTON**, of the city and district of Montreal, **J. C. TAYLOR**, of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, Defendants.

Part of lot 14, in 5th range of the township of Granby, in the district of Bedford and now known on the official plan and book of reference of the said township of Granby, as number four hundred and forty-six (446), and containing 30 acres in superficies, more or less—with all improvements thereon.

To be sold, as belonging to George M. Ashton, one of the said defendants, at the parish church door of the parish of Notre-Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the **THIRTY-FIRST** day of **AUGUST** next, at the hour of **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

**CHAS. S. COTTON,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 5th July, 1901.  
2854

[First published, 13th July, 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Province de Québec, } **SAMUEL CRAIG** ET  
District de Bedford, } **SIDNEY CROYS-**  
No. 131. } **DILL**, des cité et dis-

trict de Montréal, courtiers, fa's int affaires comme tels en société sous les nom et raison de S. Craig et Compagnie, Demandeurs ; contre les terres et tene-

Province of Québec, } **SAMUEL CRAIG** AND  
District of Bedford, } **SIDNEY CROYS DILL**,  
No. 131. } of the city and district of

Montreal, brokers, doing business together as such in partnership under the firm name of S. Craig and Company, Plaintiffs ; against the lands and tene-

ments de W. YOUNG ET GEORGE M. ASHTON, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

La moitié nord du lot 14, dans le 5e rang du canton de Granby, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby, sous le numéro quatre cent quarante-quatre (444), et contenant 109 acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendue, comme appartenant à George M. Ashton, un des dits défendeurs, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 5 juillet 1901. 2851  
[Première publication, 13 juillet 1901.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } HERBERT OMRI EDY,  
No 2000. } Demandeur ; contre les  
immeubles de JOSEPH MARQUIS, Défendeur,  
c'est à savoir :

Un emplacement situé en la ville de Fraserville, du côté nord-est de la rue Saint-André, étant le numéro (459a) quatre cent cinquante-neuf a, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. A charge par l'adjudicataire de payer aux Dames de l'Hôpital du Précieux-Sang de Fraserville, une rente annuelle de six piastres, au capital de cent piastres.

Pour être vendu à mon bureau, à Fraserville, MERCREDI, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 9 juillet 1901. 2879  
[Première publication, 13 juillet 1901.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } FORTUNAT GAU-  
No 2833. } DREAU, de Montréal,  
Demandeur ; contre les immeubles de DAME  
MARIE JUANITA TÊTU ET VIR, de Trois-Pis-  
toles, Défenderesse, c'est à savoir :

Une terre de forme irrégulière sise et située en la paroisse de Trois-Pistoles, dans le comté de Témiscouata, de la contenance de trois cent deux arpents en superficie, et portant le numéro cinquante, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse—avec les maison et grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Trois-Pistoles, MERCREDI, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 9 juillet 1901. 2881  
[Première publication, 13 juillet 1901.]

ments of W. YOUNG AND GEORGE M. ASHTON, both of the city and district of Montreal, Defendants.

The north half of lot 14, in the 5th range of the township of Granby, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Granby, as number four hundred and forty-four (444), and containing 109 acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold, as belonging to George M. Ashton, one of the said defendants, at the parish church door of the parish of Notre-Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 5th July, 1901. 2852  
[First published, 13th July, 1901.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } HERBERT OMRI EDY,  
No. 2000. } Plaintiff ; against the  
immovables of JOSEPH MARQUIS, Defendant,  
to wit :

A lot situate in the town of Fraserville, on the north east side of Saint Andrew street, being number (459 a), four hundred and fifty-nine a, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said town—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge upon the purchaser of paying to the Dames de l'Hôpital du Précieux Sang, of Fraserville, an annual rent of six dollars, upon the capital of one hundred dollars.

To be sold at the sheriff's office, in the said town of Fraserville, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Fraserville, 9th July, 1901. 2880  
[First published, 13th July, 1901.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } FORTUNAT GAUDREAU,  
No. 2833. } of Montreal, Plaintiff ;  
against the immovable property of DAME MARIE  
JUANITA TÊTU ET VIR of Trois Pistoles, De-  
fendant, to wit :

A land of irregular shape situate and being in the parish of Trois Pistoles, in the county of Témiscouata, containing three hundred and two arpents in area, being number fifty, of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish—together with the house, barn, stable and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Trois Pistoles, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 9th July, 1901. 2882  
[First published, 13 July, 1901.]

## Ventes par le Shérif—Montmagny

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

Province de Québec, } MICHEL OUELLET,  
District de Montmagny. } M de la paroisse de  
No 1155. } Sainte-Louise, rentier ;  
contre DAME DELJMA CHAMARD, épouse de  
Calixte Caron, de Saint-Roch, en sa qualité de curatrice à son mari, interdit pour démence, savoir :

1° Un terrain connu sous le numéro trois cent neuf (309), du cadastre officiel de Saint-Roch des Aulnets, deuxième rang.

2° Un terrain connu sous le numéro cent quatorze (114), du cadastre officiel de Sainte-Louise, premier rang.

3° Un terrain connu comme faisant partie du numéro quatre cent onze (411), du cadastre officiel de Sainte-Louise, deuxième rang ; borné au nord et au sud aux représentants de feu Michel Caron, au nord à Germain Provost et Georges Jalbert, et au sud-ouest à Henri Soucy.

4° Un terrain connu sous le numéro deux cent vingt-cinq (225), du cadastre officiel du canton Ashford—le tout sans bâtisse.

Pour être vendus MARDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, les lots Nos deux et trois, à la porte de l'église de Sainte-Louise, à DIX heures du matin ; le lot No un, à la porte de l'église de Saint-Roch des Aulnets, à MIDI ; le lot No quatre, à Saint-Jean Port-Joly, au bureau d'enregistrement du comté de l'Islet, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEFINE,

Bureau du Shérif,

Montmagny, 18 juin 1901.

[Première publication, 22 juin 1901.]

Shérif.

2639-2

## Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

Province of Quebec, } MICHEL OUELLET.  
District of Montmagny. } M of the parish of  
No. 1155. } Sainte Louise, rentier ;  
against DAME DELJMA CHAMARD, wife of  
Calixte Caron, of Saint Roch, in her quality of curatrix to her husband, interdicted for insanity, to wit :

1. A lot known as number three hundred and nine (309), of the official cadastre of Saint Roch des Aulnets, second range.

2. A lot known as number one hundred and fourteen (114), of the official cadastre of Sainte Louise, first range.

3. A lot known as forming part of number four hundred and eleven (411), of the official cadastre of Sainte Louise, second range ; bounded on the north and south by the representatives of the late Michel Caron, on the north by Germain Provost and Georges Jalbert, and on the south west by Henri Soucy.

4. A lot known as number two hundred and twenty five (225), of the official cadastre of the township Ashford—the whole without building.

To be sold on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of JULY next, lots Nos. two and three, at the church door of Sainte Louise, at TEN of the clock in the forenoon ; lot number one, at the church door of Saint Roch des Aulnets, at NOON ; lot number four, at Saint Jean Port Joly, at the registry office for the county of L'Islet, at HALF PAST TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office,

Montmagny, 18th June, 1901.

[First published, 22nd June, 1901.]

Sheriff.

2640

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ALEXANDRE DESMAR-  
No 156. } TEAU, curateur, à ce  
dûment autorisé sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de EUSEBE ROY, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, failli, et F. L. Beique et al, avocats, du même lieu. Requérants.

Sept lots de terre situés dans le quartier Saint-Jean Baptiste, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les subdivisions numéros sept cent trente-sept, sept cent trente-huit, sept cent trente-neuf, sept cent quarante, sept cent quarante et un, sept cent quarante-deux et sept cent quarante-trois, de la subdivision officielle du lot numéro quinze, des plan et livre de renvoi officiels pour le village Saint-Jean Baptiste ; bornés en front par la rue Sanguinet—avec maisons et dépendances y érigées, et portant les numéros huit cent cinquante-trois à huit cent cinquante-sept de la susdite rue ; avec droit de passage en commun avec d'autres dans la

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ALEXANDRE DESMAR-  
No. 156. } TEAU, curator, hereto duly  
authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of EUSEBE ROY, contractor, of the city and district of Montreal, insolvent, and F. L. Beique et al, advocates, of the same place, petitioners.

Seven lots of land situate in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, known and described as subdivisions numbers seven hundred and thirty-seven, seven hundred and thirty-eight, seven hundred and thirty-nine, seven hundred and forty, seven hundred and forty-one, seven hundred and forty-two and seven hundred and forty-three, of the official subdivision of lot number fifteen, of the official plan and book of reference for the village of Saint Jean Baptiste ; bounded in front by Sanguinet street—with houses and dependencies thereon erected, and bearing the numbers eight hundred and fifty-three to eight hundred and fifty-seven, of

ruelle, situés en arrière des susdits lots et connus comme subdivision numéro six cent quatre-vingt-quatorze, du lot officiel numéro quinze.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 9 juillet 1901.  
[Première publication, 13 juillet 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: JAMES F. ARMSTRONG, No. 2246, de la ville de Fort Steele, dans la province de la Colombie Anglaise, comptable, en sa qualité d'administrateur des biens de feu James Armstrong, en son vivant juge en chef, de Ste-Lucie, partie subrogée à George Short Carter, écuyer, Conseil de la Reine, de la cité de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER MONTRÉAL ET SOREL, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans les cité et district de Montréal, Défenderesse.

Tout le chemin de fer Montréal et Sorel, sis et situé dans les comté et district de Richelieu et les comtés de Verchères et Chambly, dans le district de Montréal, s'étendant de et comprenant les quais de la compagnie défenderesse, à l'embouchure de la rivière Richelieu, sur le lot A, de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, à la Pointe de Sorel, le dit lot A, maintenant connu et désigné comme lot numéro un, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, maintenant étant partie de la paroisse de Saint-Joseph de Sorel jusqu'à la jonction avec le chemin de fer Grand-Tronc du Canada, sur le lot numéro cent quatre-vingt-deux (182), de la concession appelée la première concession ou concession du haut du fleuve, dans la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal, étant une lisière de terre d'environ quarante-cinq milles de longueur—avec voie d'évitement, ponts, clôtures, tréteaux, rails, liens, pontceaux, stations, dépôts, bâtisses, réservoirs, matériel roulant et appartenances, moins et à l'exception de :

1° Cette propriété de la compagnie de chemin de fer Montréal et Sorel, étant une lisière de terre de cinquante pieds de largeur sur environ quarante-cinq milles de longueur, avec voies d'évitement, plus ou moins, etc., telles que vendue le premier jour de juin 1894, à la compagnie du chemin de fer de la rive Sud, le shérif du district de Montréal, en vertu d'un bref d'exécution *alias venditioni exponas*, dans une cause No 1735, des records de la Cour Supérieure, du district de Montréal, dans laquelle William Busby Lambe, en sa qualité de percepteur du revenu de la province, était demandeur, et la compagnie du chemin de fer Montréal et Sorel était défenderesse; et

2° Du lot de subdivision trente-trois, du lot officiel numéro cent quatre-vingt-deux (182), de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées et propriété de George Moffat; et

3° Des lots cent cinquante-cinq, cent cinquante-six et cent cinquante-sept (Nos 155, 156 et 157), du lot de subdivision connu sous le numéro cent quatre-vingt-neuf (199), des plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Longueuil, la propriété de Dame Marguerite E. W. Eglough; et

4° Du lot numéro cent un (101), et partie du lot numéro quatre-vingt-seize (No 96), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Longueuil, la propriété de la succession Armstrong; et

5° D'un morceau de terre de deux cent cinquante (250) pieds de largeur, traversant toute la longueur de la propriété de Pierre Monastesse, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels pour la

the said street, with right of passage in common with others in rear of the said lots and known as subdivision number six hundred and ninety-four, of the official lot number fifteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montréal, 9th July, 1901.  
[First published, 13th July, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: JAMES F. ARMSTRONG, No. 2246, of the town of Fort Steele, in the province of British Columbia, accountant, in his quality of administrator of the estate of the late James Armstrong, in his lifetime chief justice, of Saint Lucia, a subrogated party to George Short Carter, of the city of Montreal, esquire, Queen's Counsel, Plaintiff; against the lands and tenements of THE MONTREAL AND SOREL RAILWAY COMPANY, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal, Defendant.

The whole of the Montreal and Sorel Railway, situate and being in the county and district of Richelieu, and in the counties of Verchères and Chambly, in the district of Montreal, extending from and including the wharves of the company defendant, at the mouth of the river Richelieu, on lot A, of the parish of Saint Pierre de Sorel, at Sorel Point, the said lot A, now known and designated as lot number one, of the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Pierre de Sorel, now being part of the parish of Saint Joseph de Sorel to the junction with the Grand Trunk Railway of Canada, on lot number one hundred and eighty-two (182), of the concession called the first concession or concession du haut du fleuve, in the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the district of Montreal, being a strip of land about forty-five miles in length—with sidings, bridges, fences, trestles, rails, ties, culverts, stations, depots, buildings, water tanks, rolling stock and appurtenances, less and with the exception of :

1. That property of the Montreal and Sorel Railway Company, being a strip of land fifty feet in width by about forty-five miles in length, with sidings, more or less, &c., as sold on the first day of June, 1894, to the South Shore Railway Company by the sheriff of the district of Montreal, by virtue of a writ of execution *alias venditioni exponas*, in a cause No. 1735, of the records of the superior court, of the district of Montreal, wherein William Busby Lambe, in his quality of collector of provincial revenue, was plaintiff, and the Montreal and Sorel Railway Company was defendant; and

2. Subdivision lot thirty-three, of the official lot number one hundred and eighty-two (182), of the parish of Saint Antoine of Longueuil, in the district of Montreal—with the buildings thereon erected, the property of George Moffat; and

3. Lots one hundred and fifty five, one hundred and fifty-six and one hundred and fifty-seven (Nos. 155, 156 and 157), of the subdivision lot known under number one hundred and ninety-nine (199), on the official plan and in the book of reference for the town of Longueuil, the property of Dame Marguerite E. W. Eglough; and

4. Lot number one hundred and one (No. 101), and part lot number ninety-six (No. 96), on the official plan and in the book of reference for the town of Longueuil, the property of the succession Armstrong; and

5. A parcel of land two hundred and fifty (250) feet in width, crossing the whole length of the property of Pierre Monastesse, known and designated on the official plan and in the book of reference for

municipalité de la paroisse de Contrecoeur, sous le numéro deux cent soixante et un (No 261) ; et

6° D'une étendue de terre de soixante-six pieds de largeur du lot de terre connu sous le numéro quatre-vingt-quatre (84), du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph, dans la seigneurie de Sorel—avec la ligne de chemin de fer et les bâtisses sus-érigées, la propriété de Leonard George James Fosbrooke ;  
Pour être vendu dans un mon bureau dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 9 juillet, 1901. 2897  
[Première publication, 13 juillet 1901]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : ) **DAME CECILE PEPIN**  
No. 560. ) **DIT LAFORCE**, des cité  
et district de Montréal, épouse dument séparée de  
biens par contrat de mariage de Avila Chrétien  
Zang, du même lieu, docteur en médecine, et le dit  
Avila Chrétien Zang dans le but d'autoriser sa dite  
épouse à l'effet des présentes, D. man'teresse ; contre  
les terres et tenements de VICTOR NORMANDIN,  
du village de Boucherville, dans le district de Mont-  
réal, notaire, en sa qualité d'exécuteur testamen-  
taire, administrateur et fidéi-commissaire de feu  
Louis Normandin, en vertu de son testament fait et  
passé devant P. Brais, N. P., le 19 novembre 1895.  
Défendeur, *ès* qualité.

Saisis comme appartenant au dit défendeur *ès*-  
qualité les immeubles suivants, à savoir :

1° Un lot de terre avec bâtisse et dépendances  
sus-érigées, contenant environ cent dix pieds (110)  
pieds de front sur environ quatre-vingts (80) pieds  
de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ;  
borné en front par la rue Saint-Jacques, en profon-  
deur par la rue Saint-Louis, d'un côté au nord-ouest  
par le résidu du lot numéro cent-seize (116), appar-  
tenant à Louis Berneur ou représentants, et de l'autre  
côté au sud-est par le chemin de la Compagnie  
de chemin de fer de la Rive Sud, lequel dit morceau  
de terre fermant partie du lot connu et désigné sous  
le numéro (116), sur les plan et livre de renvoi du  
village de Boucherville.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu,  
étant partie du numéro vingt-huit (28), sur les plan  
et livre de renvoi du village de Boucherville, conte-  
nant un demi arpent en superficie ; borné en front  
par la rue Sainte-Famille, au sud-est par un mor-  
ceau de terre appartenant à James Conway, et étant  
le lot vingt-neuf (29), au nord-est et en profondeur  
par le résidu du dit lot numéro vingt-huit (28)—avec  
trois maisons et autres dépendances sus-érigées.

3° Un autre lot de terre dans le village de Bou-  
cherville—avec maison et dépendances sus-érigées,  
connu et désigné sous le numéro cent treize (113),  
sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village  
de Boucherville ; borné en front par la rue Notre-  
Dame.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Boucherville, le SEIZIEME jour  
d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1901. 2917  
[Première publication, 13 juillet 1901]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montreal.*

Montréal, à savoir : ) **THE MONTREAL LOAN**  
No. 2001. ) **AND MORTGAGE COM-**  
**PANY**, corps politique et incorporé, ayant sa princi-  
pale place d'affaires dans les cité et district de  
Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tene-  
ments de **DAME ANNIE O'FARRELL**, des cité

the municipality of the parish of Contrecoeur, under  
the number two hundred and sixty-one (No. 261) ;  
and ;

6. A tract of land 66 feet in width from the lot  
of land known as number eighty-four (84), of the  
cadastre of the parish of Saint Joseph, in the sei-  
gnory of Sorel— with the railway line and the  
buildings thereon erected, the property of Leonard  
George James Fosbrooke.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at  
ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montréal, 9th July, 1901. 2898  
[First published, 13th July, 1901].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : ) **DAME CECILE PEPIN DIT**  
No. 560. ) **LAFORCE**, of the city  
and district of Montreal, wife duly separated as to  
property by contract of marriage of Avila Chrétien  
Zang, of the same place, doctor in medicine, and  
the said Avila Chrétien Zang for the purpose of  
authorizing his said wife to these presents, Plaintiff ;  
against the lands and tenements of VICTOR NOR-  
MANDIN, of the village of Boucherville, in the  
district of Montreal, notary, in his quality of testa-  
mentary executor, administrator and trustee of the  
late Louis Normandin, in virtue of his will passed  
and executed before P. Brais, N. P., on the 19th  
November, 1895. Defendant, *ès* qualité.

Seized as belonging to the said defendant, *ès*-  
qualité, the following immovables, to wit :

1. A lot of land with building and dependencies  
thereon erected, containing about one hundred and  
ten feet (110) in front by about eighty (80) feet in  
depth, more or less, english measure ; bounded in  
front by Saint James street, in depth by Saint  
Louis street, on one side to the north west by the  
remainder of lot number one hundred and sixteen  
(116), belonging to Louis Berneur or representa-  
tives, and on the other side to the south east by the  
road of the South Shore Railway Company, which  
said piece of ground forms part of the lot known  
and designated as number one hundred and sixteen  
(116), upon the plan and book of reference of the  
village of Boucherville.

2. Another lot of land situated in the same place,  
being part of number twenty-eight (28), upon the  
plan and book of reference of the village of Bou-  
cherville, containing one half an arpent in super-  
ficies ; bounded in front by Sainte Famille street,  
to the south east by a piece of ground belonging to  
James Conway, and being lot number twenty-nine  
(29), to the north east and in depth by the remainder  
of said lot number twenty-eight (28)—with three  
houses and other dependencies thereon erected.

3. Another lot of land situate in the village of  
Boucherville—with the house and dependencies  
thereon erected, known and designated under the  
number one hundred and thirteen (113), upon the  
official plan and book of reference of the said village  
of Boucherville ; bounded in front by Notre Dame  
street.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Boucherville, on the SIXTEENTH day  
of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the fore-  
noon.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montréal, 10th July, 1901. 2918  
[First published, 13th July, 1901.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : ) **THE MONTREAL LOAN**  
No. 2001. ) **AND MORTGAGE COM-**  
**PANY**, a body politic and corporate, having its princi-  
pal place of business in the city and district of  
Montréal, Plaintiff ; against the lands and tene-  
ments of **DAME ANNIE O'FARRELL**, of the

et district de Montréal, épouse séparée de biens de James Patrick Grace, du même lieu, et le dit James Patrick Grace afin d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse l'immeuble suivant, à savoir :

Quatre lots de terre situés dans le parc " Back-River, " dans la paroisse du Sault au Récollet, dans le comté d'Hochelega, dans le district de Montréal, et connus comme lots numéros quatorze B, seize, dix-sept et vingt, de la subdivision du lot numéro deux cent vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, les dits lots subdivisions seize et dix-sept faisant front sur Stanley Park Avenue ; subdivision quatorze B, faisant front sur la rue Sainte-Claire, et subdivision vingt, faisant front sur l'avenue Pelouquin, les dits lots formant un emplacement—avec une maison, étable et autres bâtisses sus-érigées, et pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 9 juillet 1901.  
[Première publication, 13 juillet 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **D**AME JOHANN A ROACH, de la cité de Montréal, dit district, veuve de James Morahan, en son vivant du même lieu, manuisier, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAME MARY CLARA MORAHAN, épouse séparée de biens de John Reilly, du même lieu, et le dit John Reilly, personnellement et dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défendeurs conjointement et solidairement.

Saisi comme appartement et en la possession de la dite défenderesse, Dame Mary Clara Morahan, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, étant le lot officiel numéro cinq cent quatre-vingt-sept (587) et partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-huit (588), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, le dit lot et partie de lot mesurant ensemble soixante et quatre pieds de largeur en front et cinquante-trois pieds de largeur en arrière, sur une profondeur de cent pieds trois pouces ; borné en front par la rue Saint-Patrice, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté à l'ouest par le lot officiel numéro cinq cent quatre-vingt-six, et à l'est par partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-neuf et le résidu du numéro cinq cent quatre-vingt-huit—ensemble avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 18 juin 1901.  
[Première publication, 22 juin 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : } **D**AME VIRGINIE LEROUX, du village de Soulanges, district de Montréal, veuve de feu Esdras Bissonnette, en son vivant marchand, du même lieu, Demanderesse ; contre les terres et tenements de EMERY BOURBONNAIS, du même lieu, tant personnellement que comme tuteur à ses enfants mineurs, savoir : Alice, Siméon et Arthur, né de son mariage avec Olivia Poirier, en son vivant du même lieu, dont acte de tutelle est dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Soulanges, défendeur personnellement en vertu d'un jugement rendu en cette cause, le dix-

city and district of Montreal, wife separate as to property of James Patrick Grace, of the same place, and the said James Patrick Grace to authorize his said wife, Defendant.

Seized as belonging to the said female defendant the following immovable, to wit :

Four certain lots of ground situate in the park " Back River ", in the parish of Sault au Récollet, in the county of Hochelega, in the district of Montreal, and known as lots numbers fourteen B, sixteen, seventeen and twenty, of the subdivision of lot number two hundred and twenty-eight, on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, the said lots subdivisions sixteen and seventeen fronting on Stanley Park Avenue ; subdivision fourteen B, fronting on Sainte Claire street, and subdivision twenty, fronting on Pelouquin avenue said lots all forming one emplacement—with a dwelling house, stable and other buildings thereon erected and to be sold as one lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 9th July, 1901.  
[First published, 13th July, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **D**AME JOHANN A ROACH, No. 1960, of the city of Montreal, said district, widow of James Morahan, in his lifetime of the same place, Joiner, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME MARY CLARA MORAHAN, wife separated as to property of John Reilly, of the same place, and the said John Reilly, personally and for the purpose of authorizing his said wife, Defendants jointly and severally.

Seized as belonging and in the possession of the said defendant, Dame Mary Clara Morahan, the following immovable, to wit :

A block of land situated in the city of Montreal, in the district of Montreal, and being official lot number five hundred and eighty-seven (587) and part of lot number five hundred and eighty-eight (588), of the official plan and book of reference of Sainte Ann's ward, in the city of Montreal, said lot and part of lot together measuring sixty-four feet in breadth in front and fifty-three feet in breadth in rear, by a depth of one hundred feet three inches ; bounded in front by Saint Patrick street, in rear by a common lane, on one side to the west by official lot number five hundred and eighty-six, and on the east by part of lot number five hundred and eighty-nine and the remaining part of five hundred and eighty-eight—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 18th June, 1901.  
[First published, 22nd June, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **D**AME VIRGINIE LEROUX, of the village of Soulanges, district of Montreal, widow of the late Esdras Bissonnette, in his lifetime merchant, of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements of EMERY BOURBONNAIS, of the same place, as well personally as being tutor to his minor children, to wit : Alice, Siméon and Arthur, born of his marriage with Olivia Poirier, in her lifetime of the same place, whereof the act of tutorship is duly registered in the registry office of the county of Soulanges, defendant personally in virtue of a judgment rendered in this cause, on the seventeenth

septième jour de mars mil neuf cent, et contre le défendeur en sa qualité de tuteur à ses enfants, en vertu d'un jugement rendu en cette cause le vingt-septième jour d'avril mil neuf cent un.

Saisi comme appartenant au dit défendeur personnellement, la moitié indivise de l'immeuble ci-après décrit, et comme appartenant au dit défendeur, *ès-qualité*, l'autre moitié indivise du dit immeuble ci-après décrit, savoir :

Un certain emplacement—avec les bâtisses y érigées, situé dans la paroisse de Soulanges, comté de Soulanges, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Soulanges, comme le lot numéro officiel trois cent dix-sept (317); borné en front par le chemin public du fleuve Saint-Laurent.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Soulanges, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député Shérif,  
Montréal, 19 juin 1901. 2645-2

[Première publication, 22 juin 1901.]

MANDAT DE CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } CHARLES W. PHILLIPS,  
No 122. } de la cité et du district de  
Montréal, comptable, curateur dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de HENRY S. PHILLIPS, de la cité et du district de Montréal, commerçant, faisant affaires ci-devant à Montréal avec Wm C. Phillips, qui était un associé particulier, sous la raison sociale de H. S. Phillips & Cie, failli, et A. S. Birchall, requérant.

1° Ce certain lot de terre situé dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, et formant partie du lot officiel numéro trois cent trente-six (336), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, étant la partie est du dit lot, contenant une superficie de cent seize mille deux cent soixante et dix pieds (116,270), mesure anglaise, et borné comme suit : au sud-ouest par la partie du dit lot trois cent trente-six (336), appartenant à N. W. Trenholme, au nord-ouest par la rue Campbell, au sud-est par le lot officiel trois cent soixante et treize (373), du dit plan officiel, et au nord-est par le lot de subdivision sept (7), douze A (12 A) et treize, du lot numéro trois cent soixante et quatorze (374), du dit plan officiel—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

2° Six lots de terre formant un morceau de terre situé dans la ville de Sainte Anne de Bellevue, dans le district de Montréal; quatre lots connus aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Île, sous les numéros deux cent vingt-trois (223), deux cent vingt-quatre (224), deux cent vingt-six (226) et deux cent vingt-cinq (225); bornés en front par l'avenue Grand-Tronc; à déduire des dits lots deux cent vingt-trois et deux cent vingt-quatre (223 et 224), de la dite terre, prise pour la rue de l'église, tel que montré sur le plan de H. M. Perreault, et deux lots connus comme subdivisions huit (8) et neuf (9), du lot officiel, connus sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse par le numéro deux cent cinq (205), la dite subdivision huit (8), bornée en front par la rue de l'église, et la subdivision neuf (9) formant l'encoignure de la rue de l'église et de la cinquième avenue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Quatre lots de terre situés dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, connus comme subdivisions des lots numéros quarante-huit (48),

day of March, one thousand nine hundred, and against the defendant in his quality of tutor to his minor children, in virtue of a judgment rendered in this cause, on the twenty-seventh day of April, one thousand nine hundred and one.

Seized as belonging to the said defendant personally, the undivided half of the lot hereinafter described, and as belonging to the said defendant *ès-qualité*, the other undivided half of the said immovable hereinafter described, to wit :

A certain lot—with the buildings thereon erected, situate in the parish of Soulanges, county of Soulanges, district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Soulanges, as number three hundred and seventeen (317); bounded in front by the public road of the river Saint Lawrence.

To be sold at the parochial church door of the parish of Soulanges, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff,  
Montreal, 19th June, 1901. 2646

[First published, 22nd June, 1901.]

CURATOR'S WARRANT  
FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } CHARLES W. PHILLIPS,  
No. 122. } of the city and district of  
Montreal, accountant, curator thereto duly authorized under article 879 of the Code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of HENRY S. PHILLIPS, of the city and district of Montreal, trader, heretofore carrying on business at Montreal with Wm. C. Phillips, who was a special partner under the name and style of H. S. Phillips & Co., insolvent, and A. S. Birchall, petitioner.

1. That certain block of land situate in the town of Westmount, in the district of Montreal, and forming part of the official lot number three hundred and thirty six (336), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, being the easterly portion of said lot, containing a superficial area of one hundred and sixteen thousand two hundred and seventy feet (116,270), english measure, and bounded as follows : to the south west by the portion of said lot three hundred and thirty six (336), belonging to N. W. Trenholme, to the north west by Campbell street, to the south east by official lot three hundred and seventy-three (373), of said official plan, and to the north east by subdivision lot seven (7), twelve A (12 A) and thirteen, of lot number three hundred and seventy-four (374), of said official plan—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Six lots of land forming one plot of land situate in the town of Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal; four lots known on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Île, by the numbers two hundred and twenty-three (223), two hundred and twenty-four (224), two hundred and twenty-six (226) and two hundred and twenty-five (225); bounded in front by Grand Trunk avenue; deduction to be made from said lots two hundred and twenty-three and two hundred and twenty-four (223 and 224), of said land as is taken for Church street, as shown on the plan of H. M. Perreault, and two lots known as subdivisions eight (8) and nine (9), of the official lot known on the official plan and book of reference of the said parish by the number two hundred and five (205), the said subdivision eight (8) bounded in front by Church street, and the subdivision nine (9) forming the corner of Church street and fifth avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Four lots of land situate in the Hochelaga ward, in the city of Montreal, known as subdivision lots numbers forty-eight (48), eighty-seven (87),

quatre-vingt-sept (87), cent quarante (140) et cent quarante-six (146), du lot officiel connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, par le numéro quatre-vingt (80); bornés en front par la rue Moreau—sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 19 juin 1901. 2649.2  
[Première publication, 22 juin 1901.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa à savoir : } ALFRED ROY, journalier, de la cité de Hull, district d'Ottawa, Demandeur; contre PIERRE DESROCHERS, du même lieu, Défendeur, à savoir :

1° Lot numéro cent quatre-vingt-onze a (191 a), du quartier numéro quatre, dans la cité de Hull, dit district d'Ottawa, situé sur la rue Victoria, conformément au plan et livre de renvoi officiels de la dite cité—avec maison et dépendances.

2° La moitié est du lot numéro cent quatre-vingt-onze c (191 c), des mêmes quartier et cité, et borné comme suit : au nord par lot numéro 191 a, à l'est par la rue Kent, au sud par lot numéro 194 a, et à l'ouest par une autre partie du même lot—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Hull, le TREIZIÈME jour d'AOUT, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Hull, 10 juillet 1901. 2905  
[Première publication, 13 juillet 1901.]

### Ventes par le Shérif—Pontiac

**VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME JULIA A. PER-  
District de Pontiac, } DRAULT, du village de  
No 525. } Bryson, Demanderesse; vs.  
WILLIAM ONEZIME SPENCER, du canton de l'Île au Calumet, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Lots numéros douze et treize, dans le cinquième rang du canton de l'Île au Calumet, dans le comté de Pontiac, chaque lot contenant cinquante acres, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du village de Bryson, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Bryson, 9 juillet 1901. 2013  
[Première publication, 13 juillet 1901.]

one hundred and forty (140) and one hundred and forty-six (146), of the official lot known on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, by the number eighty (80); bounded in front by Moreau street—without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 19th June, 1901. 2650  
[First published, 22nd June, 1901.]

### Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } ALFRED ROY, laborer, of  
No. 225. } the city of Hull, district  
of Ottawa, Plaintiff; against PIERRE DESROCHERS, of the same place, Defendant, to wit :

1. Lot number one hundred and ninety-one a (191 a), of ward number four, in the city of Hull, said district of Ottawa, situate on Victoria street, according to official plan and book of reference for said city—with house and dependencies thereon.

2. The east half of lot number one hundred and ninety-one c (191 c), of the same ward and city, and bounded as follows : to the north by lot number 191 a, to the east by Kent street, to the south by lot number 194 a, and to the west by another part of the same lot—with the buildings thereon.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, 10th July, 1901. 2906  
[First published, 13th July, 1901.]

### Sheriff's Sales—Pontiac

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } DAME JULIA A. PER-  
District of Pontiac, } DRAULT, of the village of  
No. 525. } Bryson, Plaintiff; vs. WIL-  
LIAM ONEZIME SPENCER, of the township of Calumet Island, farmer, Defendant, to wit :

Lots numbers twelve and thirteen, in the fifth range of the township of Calumet Island, in the county of Pontiac, containing each lot fifty acres, more or less—with the buildings thereon erected, and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office in the village of Bryson, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Bryson, 9th July, 1901.  
[First published, 13th July, 1901.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **P**IERRE SAVARD, de la paroisse de Saint-Ambroise de-la-Jeune-Lorette, marchand ; contre **LOUIS CHAMBERLAND**, du même lieu, à savoir :

1° L'usufruit du lot No 881 (huit cent quatre-vingt-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, durant la vie de Louis Chamberland, du même lieu, étant une terre à bois située concession Saint-Raphaël—circonstances et dépendances.

2° L'usufruit du lot No 756 (sept cent cinquante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, durant la vie de Louis Chamberland, du même lieu, étant une terre située concession nord ; à distraire le terrain pris par le chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean—circonstances et dépendances.

3° L'usufruit du lot No 693 (six cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, durant la vie de Louis Chamberland, du même lieu, étant un emplacement situé concession Grand-Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, le SEIZIEME jour d'A O U T prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,  
Québec, 11 juillet 1901.Député Shérif.  
2923

[Première publication, 13 juillet 1901.]

## FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **P**IERRE SAVARD, de Saint-Ambroise de-la-Jeune-Lorette, marchand ; contre **ROSALBA GAGNON**, de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, veuve de Eugène Chamberland, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Eugène Chamberland, à savoir :

1° Le lot No 881 (huit cent quatre-vingt-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; à la charge de l'usufruit du dit immeuble sa vie durant par Louis Chamberland, du même lieu, étant une terre à bois située concession Saint-Raphaël—circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 756 (sept cent cinquante six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; à la charge de l'usufruit du dit immeuble sa vie durant, par Louis Chamberland, du même lieu, étant une terre située concession nord ; à distraire le terrain pris par le chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean—circonstances et dépendances.

3° Le lot No 693 (six cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; à la charge de l'usufruit du dit immeuble sa vie durant, par Louis Chamberland, même lieu, étant un emplacement situé concession Grand-Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, le

## Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } **P**IERRE SAVARD, of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, merchant ; against **LOUIS CHAMBERLAND**, of the same place, to wit :

1. The usufruct of lot No. 881 (eight hundred and eighty-one), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, during the lifetime of Louis Chamberland, of the same place, being a woodland situate in the Saint Raphael concession—circumstances and dependencies.

2. The usufruct of lot No. 756 (seven hundred and fifty-six), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, during the lifetime of Louis Chamberland, of the same place, being a land situate in the north concession ; reserving the land taken off by the Quebec and Lake Saint John Railway—circumstances and dependencies.

3. The usufruct of lot No. 693 (six hundred and ninety-three), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, during the lifetime of Louis Chamberland, of the same place, being a lot situate in the Grand-Saint-Antoine concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,  
Quebec, 11th July, 1901.Deputy Sheriff.  
2924

[First published, 13th July, 1901.]

## FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } **P**IERRE SAVARD, of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, merchant ; against **ROSALBA GAGNON**, of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, widow of Eugène Chamberland, in her quality of tutrix to the minor children issue of her marriage with the said Eugène Chamberland, to wit :

1. Lot No. 881 (eight hundred and eighty-one), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; subject to charge of the usufruct of the said immovable during his lifetime in favor of Louis Chamberland, of the same place, being a woodland situate in the Saint Raphael concession—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 756 (seven hundred and fifty-six), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; subject to the charge of the usufruct of the said immovable during his lifetime, in favor of Louis Chamberland, of the same place, being a land situate in the north concession ; reserving the land taken off by the Quebec and Lake Saint John Railway—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 693 (six hundred and ninety-three), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; subject to the charge of the usufruct of the said immovable during his lifetime, in favor of Louis Chamberland, of the same place, being a lot situate in the Grand-Saint-Antoine concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, on the SIX-

SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Québec, 11 juillet 1901. 2921  
[Première publication, 13 juillet 1901]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook, district de Saint-François. Saint-François, à savoir: } WILLIAM HILL, No 4924. } de la cité et du district de Montréal, importateur, Demandeur; vs JOSEPH LEFEBVRE et EMERIE LEFEBVRE, tous deux du canton de Hereford, dans le dit district de Saint-François, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Un certain morceau de terrain, à être détaché du lot numéro onze a (No 11a), du rang A, du dit canton de Hereford, dans le dit district, ainsi connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Hereford, à être mesuré à partir de la ligne de division entre les lots numéros onze a (No 11a) et onze f (No 11f), du dit rang A, susdit canton, allant vers l'ouest; quatre-vingt-dix pieds, et suivant le chemin public; de là vers le nord cent trente pieds; de là vers l'est quatre-vingt-dix pieds, et de là vers le sud au point de départ, cent trente pieds; borné vers l'est par Napoléon Adam, au nord et à l'ouest par Zéphirin Lachance, et au sud par un chemin public—avec les bâtisses et améliorations dessus faites, et les machineries dans les dites bâtisses, consistant en un engin à vapeur, une chaudière, deux moulages à grain, une machine à mortaiser, une machine à ratotter, une machine à écorcer, une scie ronde, une chaîne à transporter, une machine à chassis et les arbres de couche, poulies et courroies dans les dites bâtisses, et faisant partie des dites machineries.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Venant d'Hereford, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,  
Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, 9 juillet 1901. 2877  
[Première publication, 13 juillet 1901.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Richmond, à Danville, district de Saint-François. Saint-François, à savoir: } GEORGE A. GALE, No 418. } Demandeur; contre JOSEPH DEFOSSÉS, Défendeur.

Soixante-dix acres de terre en superficie, à distraire du bout nord-est du lot numéro vingt-sept, dans le sixième rang du canton de Shipton, dans le comté de Richmond, dans le dit district, sur toute la largeur du dit lot; borné au sud-est par la terre de George Connolly, au sud-ouest par la terre appartenant à George Gale, et au nord-est par la terre de J. N. Greenshields, et au nord-ouest par la terre appartenant à un nommé Lockwood—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,  
Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, 18 juin 1901. 2611-2  
[Première publication, 22 juin 1902.]

TEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Quebec, 11th July, 1901. 2922  
[First published, 13th July, 1901.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at Coaticook, district of Saint Francis. Saint Francis, to wit: } WILLIAM HILL, of the No. 4924. } city and district of Montreal, importer, Plaintiff; vs JOSEPH LEFEBVRE and EMERIE LEFEBVRE, both of the township of Hereford, in said district of Saint Francis, jointly and severally Defendants.

A certain piece of land to be taken of lot number eleven a (No. 11 a), of range A, of the said township of Hereford, in the said district, thus known and described on the official plan and book of reference of the said township of Hereford, to be measured starting from the division line between lots numbers eleven a (No. 11 a) and eleven f (No. 11 f), of the said range A, township aforesaid; running west nine feet, and following the public road; thence towards the north one hundred and thirty feet; thence towards the east ninety feet, and from there towards the south to the starting point, one hundred and thirty feet; bounded on the east by Napoleon Adam, on the north and west by Zéphirin Lachance, and on the south by a public road—with the buildings and improvements thereon erected and made, and the machinery in the said buildings, consisting of a steam engine, a boiler, two mill stone, a mortising machine, a planing machine, peeling machine, a circular saw, a chain, a window machine and shafts, pulleys and belting in the said buildings, and forming part of the said machinery.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Venant d'Hereford, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,  
Sheriff.  
Sheriff Office,  
Sherbrooke, 9th July, 1901. 2878  
[First published, 13th July, 1901.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Richmond, at Danville, district of Saint Francis. Saint Francis, to wit: } GEORGE A. GALE, No. 418. } Plaintiff; against JOSEPH DEFOSSÉS, Defendant.

Seventy acres of land in superficies, to be taken off of the north east end of the lot number twenty-seven, in the sixth range of the township of Shipton, in the county of Richmond, in the said district, on the whole width of the said lot; bounded on the south east by land of George Connolly, on the south west by land belonging to George Gale, on the north east by land of J. N. Greenshields, and on the north west by land belonging to one Lockwood—with the appertinances thereunto belonging.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,  
Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Sherbrooke, 18th June, 1901. 2612  
[First published, 22nd June, 1901.]

## Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Cour de Circuit—Comté de Rouville.*

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No 759. } **ISAIE MARTEL**, Demandeur; contre **JOSEPH LEBEAU**, Défendeur.

Les lots de terre situés en la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, comté de Rouville, sur le rang de l'Église, portant les numéros cent soixante et treize et cent soixante et quatorze (Nos 173 et 174), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, formant une seule exploitation, et pour être vendus comme un seul lot—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vengus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, le **TREIZIÈME** jour du mois d'**AOÛT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**EUGENE SICOTTE**,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 8 juillet 1901. [Première publication, 13 juillet 1901.]

Shérif. 2909

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS***Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 108. } **JOSEPH MICHON**, Demandeur; vs. **CLEOPHAS ROUSSIN**, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles en premier et deuxième lieux décrits au procès verbal de saisie et saisis en cette cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le douzième jour de février dernier 1901, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André d'Acton, en la ville d'Acton, aura lieu à **DIX** heures de l'avant-midi, le **TRENTIÈME** jour de **JUILLET** courant 1901, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André d'Acton, en la ville d'Acton.

**EUGENE SICOTTE**,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 8 juillet 1901. [Première publication, 13 juillet 1901.]

Shérif. 2911

**Nominations**

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du 26 juin 1901, de nommer les personnes dont les noms suivent, juges de paix pour les districts suivants :

District de Trois-Rivières : George Ball, gentilhomme, de Nicolet, membre de la Chambre des Communes ; Frédéric Fulton Farmer, marchand de bois, de la ville des Trois-Rivières ; Hercule St. Cyr, rentier ; Charles Lamy, rentier ; Adolphe Héroux, contre-maître ; Maxime Ferron, agent d'assurance, de la paroisse de Grand'Mère ; Ernest Deguise, marchand ; Fleurent Leblanc, mouleur, de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan.

District de Québec : John Griffin, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Catherine, dans le comté de Portneuf.

District de Montréal : William Cavins, gérant d'assurance, rue Mance ; Samuel Glendinning, marchand, rue Craig ; John Dougall Laing, de la "Laing Packing and Provision Co", rue Bleury ;

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Circuit Court.—County of Rouville.*

Canada, Province of Québec, District of St. Hyacinth, No. 759. } **ISAIE MARTEL**, Plaintiff; against **JOSEPH LEBEAU**, Defendant.

Those lots of land situate in the parish of Sainte-Angèle de Monnoir, Rouville county, on range de l'Église, being lots numbers one hundred and seventy-three and one hundred and seventy-four (Nos. 173 and 174), of the official plan and book of reference for the said parish of Sainte-Angèle de Monnoir, being one farm and to be sold as one lot—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte-Angèle de Monnoir, on the **THIRTEENTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** o'clock of the forenoon.

**EUGENE SICOTTE**,

Sheriff's Office, Saint-Hyacinth, 8th July, 1901. [First published, 13th July, 1901.]

Sheriff. 2910

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS***Superior Court*

Canada, Province of Québec, District of Saint-Hyacinth, No. 108. } **JOSEPH MICHON**, Plaintiff; vs. **CLEOPHAS ROUSSIN**, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables firstly and secondly described in the procès verbal of seizure and seized in this cause, formerly announced to take place at eleven o'clock of the forenoon, on the twelfth day of the month of February last, 1901, at the door of the parochial church of the parish of Saint-André d'Acton, in the town of Acton, will take place at **TEN** o'clock of the forenoon, on the **THIRTIETH** day of **JULY** instant, 1901, at the door of the parochial church of the parish of Saint-André d'Acton, in the town of Acton.

**EUGENE SICOTTE**,

Sheriff's Office, Saint-Hyacinth, 8th July, 1901. [First published, 13th July, 1901.]

Sheriff. 2912

**Appointments**

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 26th of June, 1901, to associate the persons whose names following to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Three Rivers : George Ball, gentleman, of Nicolet, and member of the House of Commons ; Frédéric Fulton Farmer, lumber merchant, of the town of Three Rivers ; Hercule St. Cyr, rentier ; Charles Lamy, rentier ; Adolphe Héroux, foreman ; Maxime Ferron, insurance agent, of the parish of Grand'Mère ; Ernest Deguise, merchant ; Fleurent Leblanc, moulder, of the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan.

District of Québec : John Griffin, farmer, of the parish of Sainte-Catherine, in the county of Portneuf.

District of Montreal : William Cavins, insurance manager, Mance street ; Samuel Glendinning, merchant, Craig street ; John Dougall Laing, of "Laing Packing and Provision Co.", Bleury street ;

William Henry Cox, notaire public, bâtisse Temple, rue Saint-Jacques, et George Bury, écrivain, gentleman, rue Université, de la cité de Montréal.  
2941

William Henry Cox, notary public, Temple Building, Saint James street, and George Bury, esquire, gentleman, University street, of the city of Montreal.  
2942

### Proclamation

Canada, }  
Province de } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT.

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que MM.  
Proc.-Général. } L. N. Asselin,  
J. V. Gagnon et A. P. Letendre, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, dans le comté de Bonaventure, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, dans le comté de Bonaventure, est bornée comme suit : savoir :

Au nord, partie par la ligne qui sépare les terres non arpentées des lots numéros vingt-neuf (29), trente (30), trente et un (31), trente-deux (32) et trente-trois (33), du huitième (8e) rang du canton New Richmond, et partie par le trait-carré entre le douzième (12e) et le treizième (13e) rangs du canton Hamilton.

Au sud, partie par le trait-carré entre le quatrième (4e) et le cinquième (5e) rangs du dit canton Hamilton, cette ligne étant la limite nord de la paroisse de Saint-Charles de Caplan, et partie par le trait-carré entre les rangs trois (3) et quatre (4) du canton New-Richmond.

A l'est, partie—sur les rangs douze (12), onze (11), dix (10) et neuf (9), du canton Hamilton—partie par la rivière Bonaventure jusqu'au point où elle rencontre la ligne qui sépare le lot numéro dix-huit (18) du lot numéro dix-sept (17), du neuvième (9e) rang du canton Hamilton, partie par la ligne séparant le lot numéro dix-huit (18) du lot numéro dix-sept (17) des rangs neuf (9) (au sud de la rivière Bonaventure), huit (8), sept (7), six (6) et cinq (5) du dit canton, jusqu'au trait-carré entre le quatrième (4e) et le cinquième (5e) rangs du même canton, et partie par la ligne séparative des cantons Hamilton et New Richmond.

A l'ouest, partie par la ligne de séparation entre les lots numéros vingt-huit (28) et vingt-neuf (29), des rangs quatre (4), cinq (5), six (6), sept (7) et huit (8) du canton New-Richmond, et partie par les terres non concédées ou non arpentées au nord du dit huitième (8) rang du canton New-Richmond.

La dite paroisse couvre une étendue d'environ trente mille (30,000) acres.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons

### Proclamation

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Quebec. }  
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS Messrs.  
Atty.-General. } L. N. Asselin,  
J. V. Gagnon and A. P. Letendre, commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Rimouski, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant-governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries, which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Alphonse de Liguori, in the county of Bonaventure, in the said Roman Catholic diocese of Rimouski, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Alphonse de Liguori, in the county of Bonaventure, is bounded as follows, to wit :

On the north, partly by the line which separates the unsurveyed lands from lots numbers twenty-nine (29), thirty (30), thirty-one (31), thirty-two (32) and thirty-three (33), of the eight (8th) range of the township New Richmond, and partly by the division line between the twelfth (12th) and thirteenth (13th) ranges of the township Hamilton.

On the south, partly by the division line between the fourth (4th) and fifth (5th) ranges of the said township Hamilton, this line being the north limit of the parish of Saint Charles de Caplan, and partly by the division line between the ranges three (3) and four (4) of the township New Richmond.

On the east, partly—on the ranges twelve (12), eleven (11), ten (10) and nine (9), of the township Hamilton—by the river Bonaventure to the point where it meets the line which separates lot number eighteen (18) from lot number seventeen (17), of the ninth (9th) range of the township Hamilton, partly by the line separating lot number eighteen (18) from lot number seventeen (17) of the ranges nine (9), (south of the river Bonaventure), eight (8), seven (7), six (6) and five (5) of the said township, to the division line between the fourth (4th) and the fifth (5th) ranges of the same township, and partly by the boundary line of the townships Hamilton and New Richmond.

On the west, partly by the line of separation between the lots numbers twenty-eight (28) and twenty-nine (29), of the ranges four (4), five (5), six (6), seven (7) and eight (8), of the township New Richmond, and partly by the ungranted or unsurveyed lands on the north of the said eighth (8th) range of the township New Richmond.

The said parish covers an extent of about thirty thousand (30,000) acres.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do

et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Alphonse de Liguori, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

ES FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la dite province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce NEUVIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

2943

ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.

### Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

—  
*Département des Terres, Mines et Pêcheries.*

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton Dolbeau.*

Lot 23, du 2e rang, à Alfred Lajoie.

E. E. TACHÉ,  
Sous ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, 13 juillet 1901.

2927

### Avis Divers

#### DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ.

Avis est par le présent donné que la société qui existait ci-devant entre les soussignés, John MacLaren, de la ville de Brockville, dans la province d'Ontario, manufacturier, et Lewis K. McLaurin, du canton de East Templeton, dans la province de Québec, mineur et manufacturier, sous les nom et raison de McLaurin & MacLaren, comme manufacturiers et commerçants de bois et comme mineurs et commerçants de mines et de minéraux, à East Templeton, dans la dite province de Québec, a été, ce jour, dissoute de consentement mutuel.

L'actif et la clientèle de la dite société ont été cédés et transportés au dit John MacLaren, seul autorisé à liquider les affaires de la dite société.

Toutes dettes dues à la dite société doivent être payées au dit John MacLaren (ou son procureur dûment autorisé) seulement.

confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Alphonse de Liguori aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Alphonse de Liguori, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

2944

ADELARD TURGEON,  
Provincial Secretary.

### Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

—  
*Department of Lands, Mines and Fisheries.*

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Township Dolbeau.*

Lot 23, of 2nd range, to Alfred Lajoie.

E. E. TACHÉ,  
Deputy minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, 13th July, 1901.

2928

### Miscellaneous Notices

#### DISSOLUTION OF PARTNERSHIP.

Notice is hereby given that the partnership heretofore existing between the undersigned John MacLaren, of the town of Brockville in the province of Ontario, manufacturer, and Lewis K. McLaurin, of the township of East Templeton, in the province of Quebec, miner and manufacturer, under the name, style and firm of McLaurin & MacLaren, as manufacturers and dealers in lumber, and as miners and dealers in mines and minerals, at East Templeton, in the said province of Quebec, has been, this day, determined and dissolved by mutual consent.

The assets business and good-will of the said partnership have been assigned and transferred to the said John MacLaren, who is alone authorized to wind up the business and affairs of the said partnership.

All debts owing to the said partnership are to be paid to the said John MacLaren (or his duly authorized attorney) only.

Toutes dettes dues par la dite compagnie doivent être payées et réglées par le dit John MacLaren.  
Témoins :

JOHN F. ORDE,  
M. G. POWELL.

JOHN MACLAREN,  
LEWIS K. McLAURIN,

Daté ce dixième jour de juillet A. D., 1901.  
2937

All debts and liabilities of the said partnership will be paid and settled by the said John MacLaren.  
Witnesses :

JOHN F. ORDE,  
M. G. POWELL,

JOHN MACLAREN,  
LEWIS K. McLAURIN,

Dated this tenth day of July, A. D. 1901.  
2938

### Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
*In re* V. E. Traversy & Cie, Montréal,  
Insolvables.

Avis vous est donné que le 11e jour de juillet 1901, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 13 juillet 1901. 2931

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
John J. MacRae, Demandeur ;

vs.

Thomas A. Temple et Edward L. Temple, des cités et district de Montréal, commerçants, y faisant affaires sous les nom et raison de Thos A. Temple & Sons,  
Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, comptable licencié, de la cité de Montréal, par jugement de l'hon. M. le juge Doherty, ai été nommé curateur aux biens des dits Thos A. Temple & Sons, en remplacement de John J. MacRae, qui a résigné, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit Thos A. Temple & Sons sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,  
Curateur.

Bureau de John Hyde,  
Comptable licencié et syndic,  
Guardian Assurance Chambers,  
181, rue Saint-Jacques, Montréal  
Montréal, 5 juillet 1901. 2933

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District d'Ottawa. }  
James Dalglish, Demandeur ;  
George Dalglish, de la cité de Hull, commerçant,  
Défendeur.

Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, comptable licencié, de la cité de Montréal, par jugement de l'hon. M. le juge Rochon, ai été nommé curateur aux biens du dit George Dalglish le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit George Dalglish sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,  
Curateur.

Bureau de John Hyde,  
Comptable licencié et syndic,  
Guardian Assurance Chambers,  
181, rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 8 juillet 1901. 2935

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
*In re* V. E. Traversy & Co., Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that on the 11th day of July, 1901, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 13th July, 1901. 2932

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
John J. MacRae, Plaintiff ;

vs.

Thomas A. Temple and Edward L. Temple, of the city and district of Montreal, traders, and there carrying on business under the style and firm of Thos. A. Temple & Sons,  
Defendants.

Notice is hereby given that, I, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montreal, was, by judgment of Hon. Mr. Justice Doherty, appointed curator to the property of the said Thos. A. Temple & Sons, in the place of John J. MacRae, resigned, the whole as by law provided.

The creditors of the said Thos. A. Temple & Sons are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,  
Curator.

Office of John Hyde,  
Chartered accountant and trustee,  
Guardian Assurance Chambers,  
181, Saint James street, Montreal.  
Montreal, 5th July, 1901. 2934

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Ottawa. }  
James Dalglish, Plaintiff ;  
George Dalglish, of the city of Hull, trader,  
Defendant.

Notice is hereby given that, I, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montreal, was by judgment of Hon. Mr. justice Rochon, appointed curator to the property of the said George Dalglish, the whole as by law provided.

The creditors of the said George Dalglish are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,  
Curator.

Office of John Hyde,  
Chartered accountant and trustee,  
Guardian Assurance Chambers,  
181, Saint James street, Montreal.  
Montreal, 8th July, 1901. 2936

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de La National Corset Mfr. Co.,  
 Québec, Insolvable.  
 Avis est par le présent donné que la National  
 Corset Manufacturing Company a, le 5 juillet  
 1901, fait cession de ses biens pour le bénéfice de  
 ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour  
 supérieure, pour le district de Québec.

GEO. DARVEAU,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
 Québec, 6 juillet 1901.

2929

*Index de la Gazette Officielle de  
 Québec, No. 28*

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS : — Demande d' : —  
 Divers lots de Saint-François d'Assise de Fre-  
 lighsburg à Saint-Armand-Ouest, comté de  
 Missisquoi, 1538.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis,  
 etc., 1533.

AVIS : — Résolution d'annexion de lot au village de  
 Warwick, 1543 ; Résolution d'annexion de  
 divers lots du canton de Stanfold à la municipalité  
 locale de la paroisse de Sainte-Victoire  
 d'Arthabaska, 1543.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assem-  
 blée législative, 1540 ; Conseil législatif, 1538.

EXAMEN DES CANDIDATS A LA CHARGE D'INSPECTEURS  
 D'ÉCOLES, 1537.

EXAMEN DES CANDIDATS pour licence de mesuriers  
 de bois, 1538.

FAILLIS : — Dalglisch, 1563 ; Dme Désautels, 1548 ;  
 Dme Lee, 1548 ; Lacombe, 1547 ; La National  
 Corset Manufacturing Coy, 1564 ; MacRae,  
 1563 ; Marin, 1548 ; Oxol Fluid Beef Coy,  
 1549 ; Plamondon, 1548 ; The Attleboro  
 Export Coy, 1548 ; Traversy & Cie, 1563.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Cie de  
 l'Opéra Comique de Montréal, 1547 ; The C. P.  
 Coy Limited, 1546 ; The Natashquan Iron  
 Coy, 1546 ; The Richelieu Cordage Coy, 1545 ;  
 The Three Rivers, gas, heating and power Coy,  
 1544.

LETTRES PATENTES EMISES : — La Cie de machines  
 à coudre Tétrault, 1535 ; La Cie minière de  
 mica de Calumet et Rivière Rouge, 1535 ; The  
 Canadian Spool Cotton Coy, 1536.

LICITATION : — Dagenais vs Dme Guérin *et vir*, 1549.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : —  
 De Téléphore Fortin à Jos. Onézime Paré,  
 1538.

NOMINATIONS : — Juges de Paix : — Districts de  
 Montréal, 1533 ; Québec, 1560 ; Trois-Rivières,  
 1533.

*Sous ministres*, 1533.

PROCLAMATIONS : — Abolition de la cour de circuit à  
 Portage du Fort, 1534 ; Convocation des Cham-  
 bres, 1534 ; Documents transmis au greffe de  
 la cour de circuit, à Bryson, comté de Pontiac,  
 1534 ; Paroisse érigée pour fins civiles : Saint-  
 Alphonse de Liguori, 1561.

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 In the matter of The National Corset Mfg. Co.,  
 Quebec, Insolvent.  
 Notice is hereby given that The National Corset  
 Manufacturing Company has, on the 5th day of  
 July, 1901, made a judicial abandonment of its pro-  
 perty, for the benefit of its creditors, at the pro-  
 thonotary's office of the superior court, for the dis-  
 trict of Quebec.

GEO. DARVEAU,  
 Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.  
 Québec, 6th July, 1901.

2930

*Index of the Quebec Official  
 Gazette, No. 28*

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : —  
 Several lots of Saint François d'Assise de Fre-  
 lighsburg to Saint Armand west, county of  
 Missisquoi, 1538.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices  
 &c. 1533.

NOTICE : — Resolution to annex a lot to the village  
 of Warwick, 1543 ; Resolution to annex several  
 lots of the township of Stanfold to the local  
 municipality of the parish of Sainte Victoire  
 d'Arthabaska, 1543.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —  
 Legislative Assembly, 1540 ; Legislative Council,  
 1538.

EXAMINATION OF CANDIDATES TO THE CHARGE OF  
 SCHOOL INSPECTORS, 1537.

EXAMINATION OF CANDIDATES for licence as lumber  
 culler, 1538.

INSOLVENTS : — Dalglisch, 1563 ; Dme Désautels, 1548 ;  
 Dme Lee, 1548 ; Lacombe, 1547 ; La National  
 Corset Manufacturing Coy, 1564 ; MacRae,  
 1563 ; Marin, 1548 ; Oxol Fluid Beef Coy,  
 1549 ; Plamondon, 1548 ; The Attleboro  
 Export Coy, 1548 ; Traversy & Cie, 1563.

LETTRES PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —  
 La Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 1547 ;  
 The C. P. Coy Limited, 1546 ; The Natashquan  
 Iron Coy, 1546 ; The Richelieu Cordage Coy,  
 1545 ; The Three Rivers gas, heating and  
 power Coy, 1544.

LETTERS PATENT GRANTED : — The Tétrault Sewing  
 machines Coy, 1535 ; The Calumet and River  
 Rouge Mica Mining Coy, 1535 ; The Canadian  
 Spool Cotton Coy, 1536.

LICITATION : — Dagenais vs Dme Guerin *et vir*, 1549.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER : —  
 From Téléphore Fortin to Jos. Onézime  
 Paré, 1538.

APPOINTMENTS : — Justices of the Peace : — District  
 of Montreal, 1533 ; Quebec, 1560 ; Three  
 Rivers, 1533.

*Deputy ministers*, 1533.

PROCLAMATION : — Circuit court at Portage du  
 Fort abolished, 1534 ; Parliament convoked,  
 1534 ; Documents transmitted to the office of  
 the circuit court, at Bryson, county of Pontiac,  
 1534 ; Parish erected for civil purposes : Saint  
 Alphonse de Liguori, 1561.

**SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Nicholson vs Deegan, 1542 ; Nicholson vs Whitehead, 1542 ; Poudrette vs Bourgeois, 1542.

**SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS** :—Roy vs Dme Mercier, 1542.

**SOCIÉTÉ DISSOUTE** :—McLaurin & MacLaren, 1562.

**FERRES DE LA COURONNE** :—*AVIS de cancellation, etc* :—Canton Dolbeau, 1562.

**VENTES PAR LES SHERIFFS**

**BEAUCE** :—Tanguay vs Tanguay, 1551.

**BEDFORD** :—Craig & Croysdill vs Ashton & Taylor, 1550 ; Craig & Croysdill vs Yong & Ashton, 1550.

**KAMOURASKA** :—Edy vs Marquis, 1551 ; Gendreau vs Dme Têtu *et vir*, 1551.

**MONTMAGNY** :—Ouellet vs Chamard, 1552.

**MONTREAL** :—Armstrong vs The Montreal and Sorel Railway Coy., 1553 ; Dme Leroux vs Bourbonnais, 1555 ; Dme Pepin vs Normandin *ès qual*, 1554 ; Dme Roach vs Dme Morahan, 1555 ; Phillips, failli, 1556 ; Roy, failli 1552 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Dme O'Farrell, 1554.

**PONTIAC** :—Dme Perrault vs Spencer, 1557.

**OTTAWA** :—Roy vs Desrochers, 1557.

**QUÉBEC** :—Savard vs Chamberland, 1558 ; Savard vs Dme Gagnon *ès-qual*, 1558.

**SAINT-FRANÇOIS** :—Gale vs Défossés, 1559 ; Hill vs Lefebvre *et al*, 1559.

**SAINT-HYACINTHE** :—Martel vs Lebeau, 1560 ; Michon vs Roussin, 1560.

**SEPARATIONS AS TO PROPERTY** :—Dmes Nicholson vs Deegan, 1542 ; Nicholson vs Whitehead, 1542 ; Poudrette vs Bourgeois, 1542.

**SEPARATION FROM BED AND BOARD** :—Roy vs Dme Mercier, 1542.

**PARTNERSHIP DISSOLVED** :—McLaurin vs MacLaren, 1562.

**CROWN LANDS** :—*Notice of cancellation, etc* :—Township Dolbeau, 1562.

**SHERIFF'S SALES**

**BEAUCE** :—Tanguay vs Tanguay, 1550.

**BEDFORD** :—Craig & Croysdill vs Ashton & Taylor, 1550 ; Craig & Croysdill vs Young & Ashton, 1550.

**KAMOURASKA** :—Edy vs Marquis, 1551 ; Gendreau vs Dme Têtu *et vir*, 1551.

**MONTMAGNY** :—Ouellet vs Chamard, 1552.

**MONTREAL** :—Armstrong vs The Montreal & Sorel Railway Coy., 1553 ; Dme Leroux vs Bourbonnais, 1555 ; Dme Pepin vs Normandin *es-qual*, 1554 ; Dme Roch vs Dme Morahan, 1555 ; Phillips, insolvent, 1556 ; Roy, insolvent, 1552 ; The Montreal Loan & Mortgage Coy vs Dme O'Farrell, 1554.

**PONTIAC** :—Dme Perrault vs Spencer, 1557.

**OTTAWA** :—Roy vs Desrochers, 1557.

**QUEBEC** :—Savard vs Chamberland, 1558 ; Savard vs Dme Gagnon *ès-qual*, 1558.

**SAINT FRANCIS** :—Gale vs Défossés, 1559 ; Hill vs Lefebvre *et al*, 1559.

**SAINT HYACINTH** :—Martel vs Lebeau, 1560 ; Michon vs Roussin, 1560.

